

Faculté des Lettres de l'Université de Paris

ÉTUDE
SUR LA
RÉFORME DE L'ÉDUCATION CONTEMPORAINE
EN CHINE

THÈSE
POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ
Présentée
à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

LIU HAN

LICENCIÉ EN PÉDAGOGIE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE WOUCHANG EN CHINE
ANCIEN PROFESSEUR DE PÉDAGOGIE DE L'ÉCOLE NORMALE DE KIANGSI.
ANCIEN DIRECTEUR DES 7^e ET 15^e LYCÉES DE PROVINCE DE KIANGSI

LIBRAIRIE DES FACULTÉS
16, rue Monsieur le Prince

E. MULLER
PARIS (VI^e)

1933

ÉTUDE
SUR LA
RÉFORME DE L'ÉDUCATION CONTEMPORAINE
EN CHINE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Faculté des Lettres de l'Université de Paris

ÉTUDE
SUR LA
RÉFORME DE L'ÉDUCATION CONTEMPORAINE
EN CHINE

THÈSE
POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ
Présentée
à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

LIU HAN

LICENCIÉ EN PÉDAGOGIE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE WOUCHANG EN CHINE
ANCIEN PROFESSEUR DE PÉDAGOGIE DE L'ÉCOLE NORMALE DE RIANGSI.
ANCIEN DIRECTEUR DES 7^e ET 15^e LYCÉES DE PROVINCE DE RIANGSI

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

16, rue Monsieur le Prince

E. MULLER
PARIS (VI^e)

1933



INTRODUCTION

Les principales étapes de la réforme de l'enseignement en Chine. — Ancien état de choses. — 1900 à 1911 : Imitation de l'Occident. — 1911 à 1922 : Révolution, courant social, démocratisation. — 1922 à 1930 : Programme du Kouo Min Tang.

Nous ne faisons que rendre justice aux éducateurs chinois en affirmant que les transformations de la pédagogie chinoise témoignent d'un grand effort de rénovation nationale.

Peut-on dire que les réformes du système d'éducation chinois soient simplement des imitations des systèmes européens, américains et japonais ? En divisant comme nous le faisons la période des réformes en trois grandes étapes, on peut affirmer que la première réforme d'éducation effectuée en 1903 a imité directement le système japonais et indirectement le système allemand, car le système japonais était entièrement calqué sur le système allemand. La Révolution de 1911 ne vint que compléter et renforcer cette tendance en

lui imprimant toutefois son cachet de démocratisation et de principes sociaux. La réforme de 1922 est inspirée surtout du système pédagogique américain, car à ce moment les pédagogues chinois étaient sous l'influence directe des théories de Dewey, et beaucoup d'étudiants chinois qui achevaient leurs études en Amérique ont contribué à propager le système pédagogique américain.

Quant à la dernière réforme de 1930, elle a été faite sous la direction du Gouvernement du Kouo-Mintang. Cette dernière réforme de 1930 harmonise les tendances diverses, en ce sens qu'elle est une synthèse de la théorie politique de Sun-Yat-Sen, et par conséquent nationale, en même temps qu'elle résume les idées américaines et les théories pédagogiques de Dewey.

L'esprit unique que l'on peut retrouver dans ces tentatives divergentes, c'est le désir ardent des intellectuels chinois de sauver leur patrie et la recherche des moyens les plus rapides et efficaces pour y arriver.

Depuis l'époque Han jusqu'à la fin du ^{xix}^e siècle, la société chinoise était toujours restée dans un état de stagnation. Depuis que la force économique et politique étrangère a envahi la société chinoise, cette société féodale n'a pu y résister. Pour pouvoir concurrencer les étrangers d'un point de vue économique, la Chine doit évidemment favoriser le développement du capitalisme, réformer le système ancien et adopter le système nou-

veau, celui de l'Europe, de l'Amérique et du Japon. Mais à tort, elle imita au début de la Révolution les systèmes des autres puissances sans considérer son milieu propre, ni ses conditions économiques et politiques particulières. Le gouvernement mandchou tombait dans l'autre exagération ; en étudiant une méthode pour la réforme initiale de l'éducation en 1903, il considérait que la civilisation chinoise était d'une essence profonde et philosophique, tandis que la civilisation européenne n'était qu'utilitaire. Il attachait une grande importance à la pensée traditionnelle et ne voulait pas faire progresser la science occidentale, car il craignait que si la science occidentale se développait, le capitalisme se développerait aussi et la société ancienne serait menacée. On peut donc dire qu'au moment de la réforme initiale, le gouvernement, tout en fondant beaucoup d'écoles, n'y a pas admis l'influence étrangère; elles restèrent toujours sous l'influence de la pensée traditionnelle.

La réforme pédagogique de 1922 à tendances américanisantes marque nettement un progrès sur les essais précédents au point de vue matériel. Malheureusement on imita servilement les modèles américains par l'architecture des écoles, les meubles scolaires, les programmes d'enseignement, la méthode d'enseignement, etc.... Mais on ne se demanda pas si toutes ces innovations pédagogiques et toutes ces imitations aveugles convenaient à l'esprit chinois. La Chine actuelle doit-elle adopter ce système ?

La troisième réforme eut lieu en 1930 ; le Gouvernement convoqua un Congrès National à cet effet. On discuta notamment les questions suivantes : fallait-il rendre indépendant le budget scolaire ? On examina le développement de l'éducation obligatoire, secondaire, supérieure, professionnelle, la fondation de laboratoires scientifiques et des musées, etc.

La Chine nous semble avoir fait à ce point de vue des progrès remarquables et avoir montré même, la voie à bien des Etats européens. N'a-t-elle pas institué un régime vraiment moderne, vraiment en rapport avec les aspirations et les nécessités actuelles ; aussi ne pouvons-nous pas cacher notre enthousiasme en reconnaissant la grande place que prend notre patrie dans la pensée contemporaine et dans la montée progressive et persévérante vers un avenir meilleur, vers la réalisation d'un idéal moral d'égalité et de fraternité, que seule l'éducation peut atteindre.

Sans doute la méthode de l'enseignement devra-t-elle se modifier encore en se perfectionnant, se plier aux exigences nouvelles, aux besoins sociaux actuels. C'est donc vers une pédagogie scientifique que l'avenir s'orientera.

Nous ne voudrions pas terminer ces lignes sans adresser l'hommage de notre profonde reconnaissance à nos Maîtres de la Faculté des Lettres de Paris, qui ont été pour nous des guides et des conseillers bienveillants,

tout particulièrement à Monsieur le Professeur Paul Fauconnet qui a bien voulu assumer la charge de diriger la préparation de notre thèse, à Monsieur le Doyen Delacroix qui en accepta le sujet et l'Institut des Hautes Etudes chinoises où nous avons travaillé.

CHAPITRE PREMIER

Nouvel état d'esprit en Chine vers la fin du XIX^e siècle. — Précurseurs des réformes de l'enseignement. — Tchang Tche-tong. — Projet de Kouang Siu. — Réformes de 1903-1907 : Administrative. Hio-Pou. Projets et programmes. Instruction populaire. Nombre d'écoles

Tout le monde sait que la Chine, avant son premier contact avec l'Occident, se complaisait dans une somnolence heureuse à laquelle lui donnaient droit, pensait-elle, ses succès passés. La guerre de l'opium et la guerre franco-chinoise la tirèrent de sa torpeur.

Ce n'est qu'après les guerres sino-japonaise et russo-japonaise, que la Chine commença à comprendre qu'elle avait besoin d'autres choses que de simple réorganisation militaires ou navales. Les éléments d'avant-garde de la nation s'aperçurent que c'était le système traditionnel d'éducation uniquement littéraire et à base de perfectionnement individuel, de même que l'antique attachement familial qui étaient en partie responsables des défaites militaires et navales. Un mouvement géné-

ral se dessina par l'abolition de l'ancien système d'examens. Cette abolition eut lieu le 5 septembre 1905. L'intérêt pour les sciences occidentales, en particulier pour l'histoire et l'économie politique devenait général. On entreprit des traductions d'œuvres étrangères, on publia des journaux et des revues. Parmi les nouvelles idées figuraient le nationalisme et le militarisme inconnus de la civilisation chinoise ancienne.

A la suite de la Révolution de 1911, il y eut des troubles qui amenèrent bien des gens à penser que seul un changement politique était insuffisant pour créer un nouvel ordre social. On peut dire que le changement des conditions politiques et économiques a beaucoup influencé l'éducation chinoise moderne dont nous n'allons étudier ici que la tendance sociale la plus importante de toutes. Bien plus, il y a une réaction générale contre l'ancien idéal de culture et de perfectionnement individuel. Pour réaliser une véritable démocratie, la Chine a besoin de citoyens éclairés et pleinement responsables, dévoués aux intérêts publics. Un grand effort a été fait pour répandre l'instruction et la démocratiser. Les promoteurs du mouvement se rendaient compte qu'il ne peut exister de véritable démocratie, de progrès social réel, tant que la masse du peuple reste illettrée.

Un effort considérable est réalisé actuellement pour rendre l'instruction obligatoire. Le Chan-Si est à la tête du mouvement, car 60 % des enfants de cette province fréquentent l'école. Cet exemple a créé une émulation

entre les autres provinces ; comme résultat en 1928, l'instruction obligatoire est adoptée dans tout le pays.

Parallèlement à l'éveil de la conscience sociale apparaît un mouvement préconisant le renouvellement de la culture, la révision de toutes les valeurs, de tous les idéals anciens. Beaucoup de personnes proclament que la littérature chinoise classique est morte et oublient qu'elle possède des éléments originaux et précieux, non seulement pour la Chine, mais pour le monde entier.

Exposons maintenant les circonstances dans lesquelles fut réalisée la réforme initiale de l'éducation. L'impulsion première a été donnée en 1862 ; à cette date, le gouvernement mandchou concluait le traité de Kiangning avec les puissances étrangères, traité par lequel il ouvrait cinq ports au commerce étranger. Les missionnaires vinrent en Chine et y fondèrent des écoles ; malgré la différence qu'il y avait entre ces écoles et les écoles nationales, elles acquirent une grande influence sur le système scolaire chinois. Parmi ces influences, notons les opinions de TCHANG TCHE-TONG et son « Exhortation à l'Etude » KINEN-HIO P'IEN (1).

Tchang Tche-tong écrivit un livre intitulé : KAIEN-HIO P'IEN, dans lequel il exposa un projet de création d'écoles dans la capitale, dans les provinces, dans les départements et dans les districts. La capitale

(1) Voir en détail « Kiuan hio p'ien », édité par T'ong-Adenkouan en 1897 ; la traduction du Père Jérôme Tobar S. T., 2^e partie, Dissertation III : « Etablissez des écoles » et Dissertation IV : « Réglez les études » (1909).

devait créer une université, des écoles primaires. Le programme de l'école primaire devait être l'étude des « Quatre Livres », la géographie, l'histoire chinoise. Celui des lycées plus approfondi devait comprendre l'étude des Cinq Livres canoniques, de l'histoire générale et des langues étrangères. Le programme de l'Université devait être encore plus étendu, Pour faciliter les choses au point de vue économique, on n'avait qu'à transformer des temples en écoles et à séculariser les biens de ces temples au profit des écoles. En outre, TCHANG TCHE-TONG préconisait l'abolition du vieux système d'examens et de l'antique composition des « huit jambes ». Il voulait les remplacer par l'étude des sciences occidentales. Toutefois de littérature classique portant sur les « Quatre Livres » et les cinq livres canoniques. Les idées exprimées dans cet ouvrage étaient si nettes et si justes que l'Empereur en fit envoyer des exemplaires dans toutes les provinces où plusieurs millions de volumes furent rapidement vendus. On peut dire que Tchang Tche-tong fut un précurseur des réformateurs modernes du système scolaire chinois.

En résumé, l'on peut constater que vers la fin du XIX^e siècle, l'élite intellectuelle chinoise commence à comprendre que des réformes fondamentales de l'enseignement s'imposent, car l'ancien système entièrement basé sur les conceptions philosophiques et morales confucéennes, entrave tout progrès.

Les principaux problèmes réclamant une solution immédiate sont :

1° L'unification de la langue et la simplification de l'écriture ;

2° L'acquisition de connaissances techniques occidentales tout en sauvegardant la culture chinoise nationale.

Dans le but de vulgariser les conquêtes les plus importantes de la civilisation occidentale, de nombreuses revues se sont créées en 1920, parmi lesquelles *La Jeunesse* (*Sin Ts'ing Nien*), *La Renaissance chinoise* (*Sin Tch'ao*), *La Reconstruction* (*Kai Ts'ao*). De nombreux numéros spéciaux ont été consacrés à des penseurs étrangers (Nietsche, Kropotkine, Darwin, Tolstoï, William James, Dewey, Bergson). D'innombrables traductions sont publiées et on invite des penseurs américains et européens à venir en Chine (Dewey en 1919, Bertrand Russel en 1920). Certains comme le pédagogue et philosophe américain John Dewey y séjournèrent plus d'un an et leurs conférences ont été publiées en chinois.

On sait que jusqu'à la fin du xix^e siècle, l'instruction en Chine ne s'étendait qu'à une classe d'érudits. Le gouvernement n'organisait pas systématiquement l'enseignement qui restait dans les mains de particuliers, grands érudits, mandarins. Par contre, il existait un système archaïque d'examens donnant accès aux carrières de fonctionnaires et dont le programme portait

surtout sur des matières de rhétorique et de littérature classique.

Des efforts pour étendre l'instruction aux autres classes de la population peuvent être enregistrés dans les dernières années du xix^e siècle (projet échoué de l'Empereur Kouang-Siu, en 1898, réforme administrative et création d'un ministère Hio-Pou, baptisé Ministère de l'Instruction Publique en 1903, modernisation des programmes de 1907, etc.

En 1898, le jeune Empereur Kouang-siu promulgua une série de décrets qui avaient pour but d'inaugurer un système d'écoles modernes, de réformer le système d'examens, d'encourager à la traduction des livres étrangers et de créer des journaux. Malheureusement, l'exécution de ces importants projets n'eut jamais lieu à la suite d'un mouvement de réaction très violente qui se forma contre l'exécution des réformes envisagées et qui, finalement l'emporta. En 1900, le mouvement réactionnaire atteignit son point culminant au moment de l'insurrection des Boxers qui avaient été inspirés par les conservateurs.

En 1903, nouveau programme de réformes. Après la défaite de la Chine devant les puissances occidentales, le programme de réforme de l'éducation est repris. Une commission spéciale est chargée par le Gouvernement chinois d'établir un projet détaillé pour l'enseignement dans les écoles publiques. Le projet est élaboré par la Commission et approuvé par le Gouvernement : il est

accepté aussi bien dans les Universités et les Ecoles supérieures que dans les écoles primaires. La durée de la scolarité dans les écoles primaires est fixée à neuf ans, dans les écoles secondaires à cinq ans, dans les écoles supérieures elle allait de sept à onze ans (2).

La création d'un Ministère de l'Instruction Publique, le « Hio Pou », est décidée en 1903. Il avait à sa tête un président, deux vice-présidents et plusieurs assistants. Le Ministère comportait cinq sections : 1° le service de la surveillance générale ; 2° le service de l'instruction technique et professionnelle ; 3° le service des publications ; 4° le service des finances.

En 1908, des nouveaux bureaux administratifs pour l'enseignement furent institués dans chaque province. A la tête de chaque bureau était un commissaire de l'enseignement nommé par l'Empereur sur désignation du Ministère. Ce commissaire occupait dans sa province le même rang que le juge et le trésorier, et comme eux était placé sous le contrôle du gouverneur qui relevait lui-même du Ministère pour les affaires relatives à l'enseignement. Le Commissaire de l'enseignement avait une autorité absolue dans les affaires courantes. L'Office d'enseignement d'une province comportait six sections. Chacune de ces sections avait à sa tête un président et un vice-président nommés par la Commission (3).

(2) Voir l'histoire du système successif de l'éducation chinoise par Kouo Ping-Wen, p. 79-84.

(3) Cf. « Le journal de l'Education », édité par le Ministère de l'Instruction à Pékin, en 1909.

Un bureau local pour l'enseignement (Kiuan hio So) fut créé dans chaque district en 1905. A la tête de ce bureau était un inspecteur de district qui était nommé par le commissaire de l'enseignement. Tel était le mécanisme administratif du nouveau système. L'esprit dans lequel la réforme avait été faite nous a été révélé par le programme de l'enseignement (4). En 1908, un décret de l'Empereur proclame que le but de l'enseignement est de développer dans la nouvelle génération les qualités suivantes : loyauté envers l'Empereur, respect pour Confucius, dévouement au bien public, admiration de l'esprit guerrier et respect des recherches scientifiques (5).

L'organisation mandchoue de l'enseignement moderne sous la dynastie Ts'ing était en substance la même que celles de l'enseignement ancien. Les mêmes privilèges et les mêmes titres étaient accordés aux gradués. Le but de l'enseignement dans les écoles était de former des candidats aptes au services du gouvernement. Beaucoup de jeunes gens entraient dans une école dans le seul but d'obtenir un grade qui les qualifiait pour entrer dans la carrière administrative.

De 1903 à 1910, le programme des écoles était surchargé et rempli par l'étude de la littérature et des classiques. Les étudiants n'étaient pas encouragés à penser

(4) *Id.*, p. 30.

(5) Cf. « *L'Histoire du Système successif de l'Education chinoise* », p. 69.

d'une manière indépendante ; la discipline était sévère et l'obéissance était considérée comme la qualité la plus importante. L'atmosphère scolaire était froide, la mémoire était considérée comme la faculté la plus utile. La culture physique existait, mais avait un caractère militaire. D'ailleurs, après de longues heures de dur travail, les étudiants n'avaient ni le désir ni la force de faire un effort physique. Aucune association d'étudiants n'était admise sans la permission spéciale des autorités de l'école. Les livres et les journaux que lisaient les étudiants des écoles publiques passaient préalablement par la censure des autorités.

8 mars 1907 : Organisation de l'enseignement féminin.

Le 8 mars 1907 est une date mémorable à laquelle paraît le premier édit d'émancipation donnant 36 règlements pour l'organisation d'écoles normales féminines et 26 pour l'organisation d'écoles élémentaires de filles. Il est intéressant de noter que dans les deux sortes d'écoles, le nombre d'années d'études n'était pas le même pour les garçons et les filles, ces dernières ayant une année de stage à passer dans l'une et l'autre institution, c'est-à-dire quatre et huit années au lieu de cinq et neuf. Il n'est pas encore question, comme on le voit, de co-éducation.

En 1908, organisation de l'instruction du peuple.

L'éducation des masses reste inorganisée jusqu'à la création d'un gouvernement constitutionnel, vers la fin de la dynastie mandchoue. Bon gré, mal gré, le nouveau gouvernement constitutionnel organise cette éducation en 1908. Le programme prévoyait une création de bibliothèques d'écoles de demi-journées, de salles de lecture, etc. Il ne fut jamais entièrement réalisé. *A la fin de la dynastie mandchoue, il y avait en Chine quelques cinq cents écoles de types variés et environ un million et demi d'étudiants. Il fallait seize ans pour obtenir le diplôme de gradué d'une Université si l'on avait avancé normalement depuis l'école primaire.*

CHAPITRE II

A. — La Révolution. Réalisation des projets de réforme depuis 1911. Administration scolaire. Bureaux. Programmes. Durée des études. Statistiques de l'accroissement du nombre des écoles et des étudiants. Finances. Education des filles. Education moderne. Activité du Ministère. Congrès et conférences. Analphabétisme.

*L'éducation moderne après la Révolution de 1911 (1).
La réorganisation du Ministère de l'Instruction Publique
et du système de l'enseignement.*

Après la Révolution d'octobre 1911, un gouvernement provisoire fut établi en janvier 1912. Le Ministère de l'Instruction Publique du nouveau gouvernement fut réorganisé. Une des mesures les plus importantes (juillet 1912) prise par le gouvernement provisoire est alors la réorganisation du système de l'enseignement. La durée des études sous la dynastie mandchoue étant trop longue comme nous l'avons dit.

(1) Voir l'Histoire du Système successif de l'Education chinoise, chapitre VI : *La réforme de la nouvelle éducation de la République.*

En élaborant le nouveau système, le Ministère avait pris surtout en considération les points suivants :

a) L'enseignement doit s'étendre à toutes les classes de la population ;

b) La durée des études doit être réduite ;

c) L'Instruction primaire doit être générale ;

d) La perte de temps causée par la répétition de certaines matières portées au programme des écoles primaires et secondaires doit être supprimée ;

e) Le programme de l'enseignement secondaire doit tenir compte de l'instruction primaire.

Nombre de projets furent proposés. Celui qui fut finalement adopté et dont l'esprit revit dans la réforme postérieure de 1922 à 1930, peut être résumé comme suit (2) :

Administration de l'enseignement.

Le Ministère de l'Instruction Publique est réorganisé. Au lieu d'avoir cinq départements, le Ministère comporte un Conseil général et trois bureaux : le bureau de l'enseignement général, le bureau de l'instruction technique ou professionnelle et le bureau de l'éducation sociale ou populaire. Le Conseil général s'occupe de toutes les matières relatives aux écoles, sous le contrôle direct du Ministère : professeurs des écoles publiques, associations, re-

(2) Voir le dernier chapitre de l'Histoire des Systèmes successifs d'éducation par Koua P. W., *Commercial Press Shanghai*, 1925.

cherches et compilations, hygiène et organisation. Le bureau de l'enseignement général a la charge de toutes les affaires concernant les écoles normales secondaires, primaires, jardins d'enfants et écoles d'arriérés. Il s'occupe aussi de la fréquentation scolaire, du choix et de l'examen des professeurs. Le bureau de l'instruction technique ou professionnelle est affecté à toutes les affaires relatives aux Universités et Collèges, aux écoles professionnelles, aux étudiants stagiaires à l'étranger, à l'association des docteurs de philosophie et de sciences, à l'association pour l'unité du langage et à l'association des membres du jury d'examen de médecine et de pharmacie. De plus, ce bureau a le contrôle de toutes les affaires relatives aux associations artistiques et scientifiques et à l'obtention de diplômes.

Le bureau de l'éducation sociale ou populaire a la charge de toutes les affaires relatives à l'éducation populaire, à l'organisation de conférences publiques, aux protocoles des cérémonies publiques, aux musées, jardins botaniques et zoologiques, aux expositions d'art, à la musique, littérature, à l'art et au théâtre, aux bibliothèques publiques et aux terrains de jeux, aux écoles pour les adultes, etc.

En plus du Conseil général et des trois bureaux, le Ministère comprend seize inspecteurs, plusieurs experts et autres fonctionnaires. En 1918, un conseil d'investigations scolaires fut créé, dont les fonctions semblables à celles du « Consultative Committee » du Ministère de

l'Instruction en Angleterre et à celles du « Comité consultatif de l'Instruction supérieure », français, consistent à exécuter toutes les recherches concernant l'éducation et à conseiller le Ministère. Les membres du Conseil sont des experts spécialisés, soit dans la science pédagogique, soit dans l'organisation de l'enseignement.

Les bureaux d'éducation provinciaux furent également réorganisés. Ils sont actuellement divisés en trois départements dont les fonctions sont semblables à celles du Conseil général ou des trois bureaux du Ministère. Les attributions du premier département correspondent à celles du Conseil général, celles du deuxième service correspondant aux traductions des bureaux de l'Education générale et de l'Education populaire, les fonctions du troisième service à celles du bureau de l'Instruction professionnelle. Il existe aussi quatre ou six inspecteurs provinciaux.

Le bureau de l'Education de Pékin relève directement du contrôle du Ministère. Il comporte quatre services : le service de l'Administration et les services de l'Instruction secondaire, de l'Instruction primaire et de l'Education populaire.

Les offices de l'Instruction de chaque district sont dirigés par un surveillant et deux des quatre assistants. Cet office s'occupe de toutes les matières relatives à l'enseignement dans le district.

Chaque village a sa propre administration, possède un bureau qui s'occupe des affaires locales. Les mem-

bres de ce Bureau sont choisis par le magistrat du district parmi les candidats proposés par la population.

Alors que les changements dans le système scolaire et administratif n'accusent pas de divergence radicale avec le système en vigueur jusque là, le but et l'organisation de l'enseignement ont subi depuis la révolution un développement considérable.

Les nouveaux programmes et les nouvelles méthodes.

— Nous avons vu que bien des écoles modernes avaient été ouvertes avant l'avènement de la République; la littérature et les classiques qui occupaient auparavant la plus grande partie des programmes furent éliminés du programme des écoles primaires par le nouveau Ministère. Un nouveau mouvement se manifesta, qui non content de combattre les disciplines traditionnelles, mais inutiles, chercha à mettre en rapports plus étroits les matières enseignées avec la vie.

L'éducation est conçue comme un moyen pour développer les qualités morales de l'individu. Suivant la proclamation du nouveau Ministère, cette éducation doit être accompagnée d'une instruction technique et militaire et agrémentée d'une éducation esthétique. M. Tsai-Yuan-Pai, le premier ministre de l'Instruction Publique de la République, a défini l'éducation morale comme consistant à verser dans les esprits une notion juste de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

Résumé des progrès réalisés dans l'enseignement après la Révolution de 1911. L'accroissement du nombre des écoles et des étudiants.

Le progrès général de l'instruction en Chine est attesté par l'augmentation du nombre des écoles et des étudiants.

Le tableau ci-dessous donne le nombre des écoles et des étudiants, avant et après la Révolution.

NOMBRE DES ÉCOLES		NOMBRE DES ÉTUDIANTS (3)	
1909	35.915	1909	921.020
1910	43.086	1910	1.301.168
1911	52.345	1911	1.625.534
1912	108.448	1912	3.634.534

Il ressort des chiffres ci-dessus que le nombre des écoles et des étudiants a triplé après la Révolution.

Le système pédagogique de 1913.

Depuis la Révolution, les établissements d'enseignement supérieur, tels que les Universités, les Ecoles techniques et les Ecoles normales supérieures, sont surveillés et contrôlés par le Gouvernement central. Par autorisation spéciale, les provinces et certains

(3) Kouo Ping Wen. — L'Histoire des Systèmes successifs d'Education, *Commercial Press*, 1925, p. 87 à 89).

districts peuvent établir et surveiller les écoles. Les écoles secondaires, les écoles normales et les écoles préparatoires de la Classe A (Voir tableau plus loin) sont entretenues et contrôlées par les provinces et certaines administrations spéciales. Les écoles de cette catégorie peuvent être fondées et entretenues aussi par les districts : si ces derniers fondaient en outre des écoles primaires supérieures ou des écoles préparatoires de la Classe B, ils avaient droit à une subvention du Gouvernement provincial ou de la circonscription spéciale dont ils dépendaient, lorsque le district était trop pauvre pour entretenir ces écoles. Les écoles primaires inférieures sont entretenues et contrôlées par les communes ; si la commune était trop pauvre, elle recevait une subvention du district ; si elle avait assez de fonds elle pouvait aussi ouvrir une école primaire supérieure. Toutes les écoles primaires et secondaires relevaient de la surveillance du Ministère et des Bureaux de provinces.

En 1913, il n'existait pas en Chine d'impôt scolaire direct. Les dépenses pour l'instruction figuraient dans le budget de l'administration générale du gouvernement central, provincial ou local. Tous les impôts étaient perçus par les organes provinciaux. Le pouvoir de percevoir certains impôts pouvait être accordé dans certains cas aux gouverneurs de district. Les dépenses de l'administration d'un district étaient couvertes par le trésorier provincial. Les dépenses du gouvernement cen-

tral sont couvertes en partie par les provinces et en partie par le produit de certains impôts indirects, tels que l'impôt sur le timbre, sur le sel, ou sur les douanes. Pour les dépenses locales, la commune pouvait prélever les fonds nécessaires, soit sur le domaine communal, soit sur les revenus de la commune, soit au moyen de contributions volontaires.

Bien que la charge de l'entretien et du contrôle des différentes catégories d'écoles fut fixée depuis la Révolution, il n'y a pas de règle bien définie pour la distribution des subventions. En Angleterre et aux Etats-Unis, l'expérience a démontré que, bien que les écoles inférieures relèvent des autorités locales, le meilleur moyen d'assurer leur prospérité est de leur accorder des subventions de l'Etat, à certaines conditions. Les autorités chinoises devraient tenir compte de ces expériences pour réglementer la distribution des subventions accordées aux écoles.

Les progrès accomplis dans l'éducation des filles. —

Les règlements revus ne légalisaient pas encore explicitement la co-éducation, bien que celle-ci fut autorisée, et que la différence entre la durée d'études eut disparu. Dès qu'il y a un nombre de filles suffisant pour permettre l'organisation d'une classe séparée, elles ne doivent plus fréquenter celle des garçons. Cette condition ne s'applique pas aux deux premiers degrés. Mais

le seizième règlement du bulletin de l'Ecole primaire supérieure de cette même année (1913), tout en permettant aux garçons et aux filles de fréquenter le même établissement, les sépare définitivement en classes distinctes (4). La co-éducation dans son sens le plus large à travers les quatre années du « *Citizen School* » devint un fait général, tandis que l'introduction de cette méthode dans les écoles primaires supérieures trouve peu à peu l'approbation générale.

Quant à l'instruction secondaire féminine, il y a peu de choses à mentionner en dehors de l'Ecole normale. Quelques écoles secondaires seulement s'ouvrirent aux femmes et les ordonnances prises pendant les premières années de la République, ne servirent qu'à réglementer les institutions privées qui étaient alors les seuls endroits où une moitié de la population pouvait recevoir une éducation libérale en plus des sept années de classes élémentaires (et aux huit ou neuf comme sous la dynastie mandchoue). Peut-être la solution du problème ne résidait-elle pas dans l'organisation de nouvelles écoles secondaires, mais plutôt dans l'adoption de la co-éducation dans tout le système scolaire. Aussi, en 1921, le fait que les écoles secondaires de la province de Kouang-tong commencèrent à admettre les filles, fut-il significatif. La même année, l'école expérimentale du Collège de Pékin, prit à titre d'essai de nombreuses jeunes filles.

(4) *Citizen School Bulletin* 1916.

L'instruction supérieure des femmes a été négligée plus encore que l'instruction secondaire. Le projet d'établissement d'une Ecole normale supérieure de filles, ne fut appliqué que huit ans après qu'on l'eût annoncé. Ce ne fut que le 23 avril 1919 que l'Ecole normale de filles de Pékin fut réorganisée et transformée en Ecole normale supérieure, de niveau analogue aux collèges de garçons. L'année suivante, l'Université nationale de Pékin et le Collège de Professeurs de Nankin ouvrirent leurs portes aux femmes non sans quelque résistance du Gouvernement.

Les conférences nationales de l'éducation de 1914 à 1921.

L'activité du Ministère se poursuivait inlassablement en les années de troubles qui suivirent le renversement du régime politique. Ainsi, le Ministère a convoqué successivement des experts à plusieurs conférences nationales pour traiter des différents problèmes de l'éducation et en chercher la meilleure solution. Ces conférences furent les suivantes :

Conférence des directeurs des écoles normales en 1915 ;

Conférence des directeurs des écoles techniques en 1917 ;

Conférence des directeurs des écoles normales supérieures en 1918 ;

Conférence des directeurs des écoles secondaires en 1918.

Conférence des Recteurs des Universités et des écoles professionnelles en 1919.

Au cours de ces conférences, les problèmes qui se posaient furent étudiés et discutés. Les vœux émis par ces conférences furent en partie réalisés dans des règlements qui reçurent l'approbation du Ministère.

Ces conférences eurent une grande influence sur la formation et l'organisation de l'éducation, sur la législation relative à l'éducation et sur l'introduction de théories et de pratiques nouvelles dans l'éducation chinoise. Les résolutions prises dans ces conférences étaient généralement de trois catégories : celles qui devaient être soumises au Ministère aux fins d'être appliquées dans un règlement ; celles qui proposaient au Ministère et aux différentes associations provinciales et de district, l'application de théories et de pratiques nouvelles, et celles qui étaient adressées aux différentes associations provinciales et de district aux fins d'être étudiées et discutées.

Quelques-unes des résolutions les plus importantes votées par les conférences en 1921, et rendues effectives par décision du Ministère avaient trait aux questions suivantes (5) :

1° Réforme et simplification de la langue (6) ;

(5) Voir le rapport sur l'éducation édité par le Ministère de l'Instruction publique, en 1921.

2° Envoi de missions à l'étranger (7) ;

3° Organisation de compétitions sportives, provinciales et nationales (8) ;

4° Co-éducation dans tous les établissements d'enseignement (9) ;

5° Développement du mouvement des éclaireurs (10) ;

6° Allocation de fonds permanents pour l'éducation (11).

Malgré la division politique de la Chine, toutes ces conférences furent suivies par les délégués des provinces du Sud, comme par ceux des provinces du Nord et les résolutions prises, mises en application aussi bien dans le Nord que dans le Sud. L'opinion des experts fut toujours respectée en Chine, et bien que les délégués vinssent du Nord et du Sud, les questions dont ils discutaient, intéressaient la Chine entière. Ces conférences contribuèrent à conserver à la Chine l'unité du système de l'éducation.

(6) Voir le chapitre sur la langue.

(7) Le Gouvernement central et local envoyait des missions à l'étranger. Elles se divisaient en deux catégories : les unes étaient composées d'étudiants envoyés pour compléter leurs études (parmi eux il y avait des boursiers et des demi-boursiers) ; les autres se composaient de personnalités connues en Chine ou de fonctionnaires envoyés pour étudier une question déterminée (le délai de leur voyage était plus court que celui des étudiants ; les frais étaient payés par le gouvernement).

(8) On organisa des compétitions sportives de toutes les régions de la Chine, environ une fois tous les trois ans.

(9) On discuta différents aspects du problème de la co-éducation comme le problème de l'éducation sexuelle, etc...

(10) L'organisation centrale des éclaireurs se trouvait à Nankin.

(11) L'allocation de fonds permanents d'éducation est un problème important, mais jusqu'à présent il n'a pas été résolu.

Tableau du système pédagogique en 1912

Age				
26		Post. universitaire		
24	Enseignement Supérieur	Universités ou Collèges	Ecoles techniques	
23				
22				
21				
18	Enseignement Secondaire	Ecole Normale	Second Degré lycée	Ecoles professionnelles
15			Premier Degré	
12				
10	Enseignement Primaire	Enseignement Supérieur		
6		Ecole primaire Enseignement élémentaire		
		Kindergarten		

B. — Effets psychologiques de la Révolution. Conscience sociale. Le nouvel intérêt de la Société chinoise pour l'instruction nationale. Donations. Patriotisme.

L'opinion et les questions soulevées par l'éducation moderne.

L'intérêt croissant de la population chinoise pour les questions de l'éducation moderne se manifesta diversement. Ainsi la plupart des grands journaux introduisirent en 1920, une rubrique spéciale concernant les problèmes de l'éducation et quantité de revues furent consacrées à l'étude des théories et des pratiques de l'éducation. En 1921, le nombre des personnes qui firent des donations aux écoles augmenta. M. Chen Kia-Keng, riche commerçant de Singapour, alloua des sommes considérables pour créer une Université à Fou-kien; à la même époque, M. Kan Yang Chang, commerçant de Shanghai, annonça qu'il donnait quarante-cinq bourses pour les étudiants méritants afin de leur faciliter les études à l'étranger, etc.

Aux Etats-Unis, de telles donations sont courantes. Pour la Chine, elles étaient significatives. Des donations à des écoles se chiffrant par des milliers de dollars n'y avaient jamais été vues auparavant. On comprenait enfin que l'instruction ne devait pas être le privilège de quelques familles qui désiraient que leurs enfants « lisent les livres », mais que tout le monde y avait droit.

Parallèlement à l'augmentation des donations ayant pour but d'assurer l'expansion de l'instruction en Chine, nous pouvons constater que le nombre des étudiants chinois qui allaient étudier à l'étranger était en progression constante.

En 1920, de nombreuses missions d'études furent également envoyées à l'étranger : aux Philippines, au Japon, aux Etats-Unis, en Europe. Les rapports de ces missions furent étudiés avec soin. De plus, les membres de ces missions étaient généralement des personnes qui avaient pouvoir d'appliquer les réformes qui leur paraissaient utiles dans les établissements d'enseignement qu'ils dirigeaient eux-mêmes.

Le mouvement national en Chine. Résultat de l'éducation moderne. Les étudiants et le sentiment patriotique.

Le mouvement national chinois fut mis en branle par une grève des écoles en juin 1919, grève provoquée par le sentiment patriotique des étudiants, mécontents de certains actes du gouvernement central qui leur semblaient incompatibles avec la dignité nationale de la Chine. Cette grève des étudiants fut suivie d'une grève des commerçants et des ouvriers, ce qui provoqua la démission de trois hauts fonctionnaires du gouvernement. Le caractère du mouvement se transforma alors, et de politique devint intellectuel (1920). Les chefs du

mouvement intellectuel qui avaient reçu une éducation moderne comprirent qu'une grève pouvait être un moyen de pression, mais ne pouvait réformer la Chine « en un jour ». Ils s'attachèrent à canaliser le mouvement national dans deux voies : l'éducation des masses et la création d'une « nouvelle culture ».

La lutte contre l'analphabétisme.

En 1919, pendant une période particulièrement pénible pour la Chine, les étudiants sortaient et haranguaient le peuple dans les rues en lui parlant de la Chine. L'éducation des masses fut organisée plus rationnellement. Des sociétés se formèrent dans le but de donner des conférences sur des sujets qui n'étaient pas uniquement politiques. Des écoles pour les illettrés furent ouvertes par des étudiants ou d'autres volontaires. Pour encourager l'artisanat, les étudiants collaborèrent avec les magasins pour suppléer aux techniciens et aux experts afin d'améliorer les vieux procédés et de créer de nouvelles industries. Toujours en 1920, sous la direction des chefs intellectuels des journaux et des périodiques rédigés dans un langage très simple et accessibles à l'intelligence des gens du peuple furent publiés. Les matières traitées dans les journaux concernaient les questions économiques et sociales qui intéressaient la masse du peuple. Sous leur influence, le système des « clans » fut abandonné. Les traditions et les coutumes qui ne se justifiaient plus du

tout du point de vue de la raison furent vigoureusement attaquées. Les mauvais traitements exercés par les patrons vis-à-vis de leurs ouvriers, par les fonctionnaires vis-à-vis des villageois, ou des maîtres vis-à-vis de leurs serviteurs furent condamnés avec force.

De nouvelles organisations furent créées pour renforcer la propagande. Ainsi la société pour la propagation des nouvelles méthodes d'enseignement, la société populaire pour le développement des relations avec l'étranger en 1919, la nouvelle association commerciale et industrielle, l'union des travailleurs. Si pauvrement organisées qu'elles pussent être à cette époque, ces sociétés représentaient le noyau de solides organisations futures et contribuaient à faire redresser de nombreuses injustices sociales. C'est dans ces voies nouvelles que la jeune Chine avec une foi et une vigueur accrues, exerce son activité pour construire lentement, mais sûrement les fondations^{ement} de la démocratie.

C. — Les nouvelles tendances pédagogiques et la nécessité de rapprocher l'enseignement de la vie pratique.

1° *L'introduction des jardins scolaires et de l'enseignement manuel ;*

2° *Les changements dans les livres de textes ;*

3° *La formation pédagogique du corps enseignant ;*

4° *Les changements dans la vie des étudiants.*

A ce sujet, il est intéressant de noter cette réflexion d'un écrivain français : *Chez nous, la sélection de nos innombrables fonctionnaires s'opère par des moyens aussi peu en rapport avec les fonctions qu'ils exerceront ; ils impriment à leur esprit une déformation durable, créant des mandarins, des castes, des inerties qui valent bien ceux de la Chine.*

Aperçu rétrospectif.

Dès l'année 1869, le vice-roi (1) de la province de Fou-Kien présenta une requête à la couronne demandant que la connaissance des mathématiques fût exigée des candidats au concours. En 1875, Li Hong-Chang, alors vice-roi de Tché-Li, présenta une requête similaire recommandant l'introduction des sciences physiques et des mathématiques parmi les matières d'examen. Ces deux recommandations ne reçurent point la sanction impériale. Finalement, en 1887, le gouvernement décréta que les mathématiques et les sciences seraient introduites dans les examens du Gouvernement et pour la première fois dans l'histoire de la Chine, furent sur un pied d'égalité avec l'enseignement des classiques.

1903 : Ouvertures d'écoles modernes.

Quand on ordonna l'ouverture d'écoles modernes en

(13) Le gouverneur de province sous la dynastie mandchoue était appelé un vice-roi.

1903, les matières enseignées dans les écoles d'Occident furent adoptées : les sciences naturelles, le dessin, l'agriculture furent enseignées dans les écoles primaires avec la langue et les classiques chinois. Dans les écoles secondaires s'ajoutèrent les langues étrangères et les sciences. Dans son étude sur l'enseignement public en Chine, M. Kouo Pin-Wen remarquait qu'en vérité la plupart des sujets modernes avaient été introduits dans le cours régulier des études, mais que ces sujets étaient souvent enseignés sans allusions à la vie quotidienne de l'élève ou à celles de la communauté. La tendance à coiffer les têtes chinoises de coiffures étrangères n'était que naturelle au début de l'introduction de l'enseignement moderne.

1911 : L'avènement de la République et les classiques.

La prédominance des classiques et l'importation pure et simple des sujets enseignés dans les écoles d'Occident disparurent des programmes scolaires après l'avènement de la République ; cela débuta avec la proclamation du Ministère de l'Instruction Publique annonçant que l'enseignement de la République devait tendre à favoriser le bien-être public, et qu'il ne fallait attacher trop d'importance aux classiques dans les programmes scolaires. En réalité, ils furent éliminés entièrement des écoles primaires.

1912 : *Le mouvement d'idées tendant à une amélioration des programmes.*

A partir de 1912, une série d'articles parut dans *La Revue pédagogique chinoise* (*Commercial Press*) écrite par M. Houang Yen-peï, pédagogue éminent en Chine, et par d'autres, faisant valoir que les matières enseignées dans les écoles devraient être surtout pratiques. Un numéro supplémentaire de cette revue fut publié en 1914, consacré exclusivement à de telles discussions et intitulé « Le problème de l'éducation pratique ». D'après ce livre, on avait l'intention de choisir la matière de l'enseignement. Certaines revues pédagogiques comme *Sin Kiao Yu* (*La Nouvelle Education*), *Kiao Yu Kai* (*Le Monde pédagogique*), publiaient les articles qui discutaient les théories pédagogiques de Spencer, Locke, Rousseau, Pestalozzi, Froebel, Herbert, Montessoire, Dewey (surtout Dewey, car il y a un numéro spécial consacré à Dewey). Des suggestions concrètes étaient faites aussi, par exemple, au lieu d'écrire des dissertations sur des sujets classiques, on recommandait d'écrire des lettres, des dissertations et des narrations. La matière devait s'appuyer sur des objets et des expériences ordinaires. En arithmétique, l'attention devait être portée, non sur des problèmes livresques, mais sur des mesures pratiques et des objets ordinaires. Les méthodes pour représenter les échanges d'argent, les distances entre les rues locales et les villages, etc. Les sujets à étudier en sciences natu-

relles devaient provenir de l'observation des fermes et des bois, etc. Cette observation serait non moins utile pour l'étude du dessin, l'histoire et la géographie qui devaient commencer par la communauté locale et devaient être enseignées en relation avec les sujets familiers de la vie des élèves (14).

L'influence des nouvelles conceptions pédagogiques.

Cette influence est difficile à déterminer. Mais nous pouvons parcourir les rapports des inspecteurs scolaires et autres annales scolaires et les examiner. Les inspecteurs rapportaient qu'en 1917, si les écoles n'avaient pas refait leurs programmes, un grand nombre introduisait la matière nouvelle suggérée par les pédagogues. Presque toutes les meilleures écoles primaires introduisirent les matières nouvelles dans leurs programmes. Certaines écoles publièrent des journaux scolaires pour améliorer la question de la langue chinoise et des autres matières.

1. Introduction des jardins scolaires et de l'enseignement annuel.

En 1916, le Ministère de l'Instruction Publique revisa les règlements des écoles primaires; on préconisa la création de jardins scolaires pour dévelop-

(14) Voir « *Elementary education in China* », by Chang T' H., 1923, *Commercial Press*, en anglais.

per l'esprit d'observation et habituer les élèves à la pratique du jardin et l'on insista sur l'enseignement manuel. Les annales des meilleures écoles primaires mentionnées ci-dessus montrent que ces règlements furent appliqués dans beaucoup d'écoles. L'intérêt porté à l'enseignement manuel fut stimulé par la publication d'une série de livres intitulée : « Che Yong Kiao Yu Chung Chou » (la série provinciale de Kiang Sou). On y discutait des ouvrages de savants historiens de la Chine qui s'intéressaient au travail manuel, de l'équipement des ateliers de l'école primaire et de la place de l'enseignement manuel dans les programmes des écoles primaires et secondaires.

2. Changement dans les manuels.

Un bon exemple pour montrer l'influence de ce mouvement était la tendance à modifier les manuels scolaires en Chine; il y avait deux grandes maisons d'édition, « la Commercial Press » et la « Choung Hua book company ». Tandis que les écoles secondaires pouvaient avoir leurs programmes à elles et ne pas utiliser de livres de texte, la plupart des écoles primaires employaient les textes édités par l'une ou l'autre des deux Compagnies. Si nous examinons les textes publiés ces dernières années, nous constatons que non seulement la matière, mais encore la forme et la langue ont changé. Signalons la publication d'une série de manuels scolaires de la « Commercial

Press » intitulée « la série pratique », où les suggestions des pédagogues éminents étaient librement adoptées. La nécessité de ces nombreux livres de textes est prouvée par le fait que les deux maisons d'édition revisaient les livres de textes tous les ans et que la demande croissante avait énormément réduit le coût de ces livres. Un livre d'une école primaire inférieure ne coûtait par trimestre que 7 cents ; pour ces livres, un élève d'une école primaire plus élevée payait seulement 13 cents (15). Ces livres étaient rédigés par les instituteurs les plus qualifiés.

Une autre série unique de manuels publiée par la Commercial Press s'appelait la série en feuilles séparées. Elle avait l'avantage de permettre à l'élève d'acheter une feuille après l'autre, et de temps en temps lorsqu'elle paraissait, il pouvait acheter et ajouter de nouvelles feuilles. Mais elle fut moins populaire que les autres séries parce qu'elle coûtait plus cher.

La langue employée dans les textes les plus récents était, conformément aux règlements ministériels, la langue populaire avec l'écriture phonétique.

Etant donné la diversité des conditions dans les différentes parties de la Chine, il était difficile de donner des suggestions concrètes pour améliorer les matières enseignées. Il est douteux que des livres scolaires ou des programmes bons dans une province le fussent dans une

(15) Un cent vaut environ 0 fr. 50.

autre. La période de leur usage était limitée à six années, c'est-à-dire qu'aucun livre de textes ne pouvait être vendu sans avoir été révisé par l'éditeur et avoir reçu l'approbation du Ministère pendant les six années qui suivaient la première édition. La deuxième stipulation était sans doute sage, mais la première avait vraisemblablement besoin d'être modifiée. Le Ministère, si bien organisé qu'il fut, ne pouvait reconnaître les conditions dans toutes les parties du pays ; la nécessité d'une certaine uniformité des textes employés dans le pays entier était discutable.

3. *La formation pédagogique du corps enseignant.*

Un besoin plus essentiel était peut-être celui de préparer des meilleurs maîtres afin d'améliorer la qualité des matières à enseigner dans les écoles. Le Ministère devait publier les annales des meilleures écoles, voir les lacunes et essayer de perfectionner leur système et leurs matières d'enseignement.

a) *Les diverses dispositions prises en vue de mettre l'enseignement (préparation, méthode, organisation) en rapport avec les besoins pratiques de la Société chinoise.*

— La méthode traditionnelle consistait en une imitation directe et exacte, dans les classes inférieures, c'était un pur entraînement de la mémoire. Les enfants s'efforçaient d'apprendre par cœur des passages des classiques avant d'en comprendre le sens ; quand l'élève gran-

dissait, il commençait à écrire des compositions sur des sujets classiques et il devait imiter l'ancien style d'une façon orthodoxe.

b) *Méthode d'enseignement dans les écoles modernes.* — En 1903, quand les écoles modernes s'ouvrirent, l'enseignement y fut donné par des maîtres anciens et la méthode d'enseignement ne changea pas. Des livres d'histoire et de géographie furent utilisés, mais on y apprit des passages par cœur comme pour les classiques.

c) *Suggestions des éducateurs pour améliorer la méthode.* — Comme il y avait davantage de professeurs entraînés, la méthode pédagogique s'améliorera peu à peu. A la fin de la dynastie mandchoue, beaucoup d'écoles inauguraient la méthode de résumé, tandis que d'autres employaient encore le procédé des leçons apprises par cœur. Quand l'amélioration de la matière fut suggérée par la Revue pédagogique chinoise en 1912, la méthode était encore prédominante et fut l'objet de sérieuses attaques. On affirma que ceux qui apprenaient l'arithmétique pouvaient répéter la table de multiplication sans savoir faire un calcul ou appliquer une règle et que ceux qui apprenaient la botanique savaient classer les plantes et quand ils en voyaient de vraies, ils ne pouvaient distinguer leurs espèces. Dans le livre « Le problème de l'éducation pratique » et dans d'autres articles, des suggestions constructives furent émises. Par exemple, on suggéra qu'il fallait insister sur l'observa-

tion dans les études naturelles. La géographie devait être enseignée en supposant que les élèves voyageaient à travers certaines parties du pays. Les dessins ne devaient pas copier des objets, mais être faits d'après nature. Dans tous les cas, une corrélation devait être établie entre les divers sujets.

d) *Autres indices montrant l'amélioration de la méthode.* — Nous pouvons examiner les rapports des inspecteurs scolaires, les annales des meilleures écoles primaires et les livres de textes. Les rapports des inspecteurs en 1917 indiquaient que la nouvelle méthode pédagogique était introduite dans beaucoup d'écoles, mais que la plupart des écoles recourait encore à la récitation et à la mémoire, mais les annales des meilleures écoles primaires en 1919 montraient que ces écoles insistaient surtout sur le travail personnel et le travail des problèmes. Une corrélation était aussi établie entre les sujets, les livres étaient habituellement accompagnés de commentaires de professeurs.

e) *Perfectionnement.* — La situation exigeait que les professeurs fussent préparés plus sérieusement. A moins qu'on ne créât des écoles normales plus nombreuses et meilleures, il semblait y avoir peu d'espoir d'améliorer beaucoup la méthode pédagogique. Les articles d'éducateurs éminents pouvaient être diffusés dans tous le pays, mais ils restaient théoriques, et si les professeurs n'étaient pas bien préparés, ils ne pouvaient guère assi-

miler les suggestions faites pour améliorer leur méthode pédagogique.

Les moyens employés à Chan-Si pour aider les professeurs à améliorer leur méthode pédagogique tels que les leçons de démonstration données par de bons professeurs et des visites à des écoles normales sont très suggestifs. Ces moyens pouvaient être introduits dans toutes les provinces ; l'instruction géographique qui devait être donnée aux instituteurs et institutrices des écoles normales et qui était recommandée par la conférence nationale des principales normales était aussi très utile aux professeurs. Il eut été souhaitable qu'on établît une école expérimentale dans toute école normale bien organisée, car il est dangereux de laisser des professeurs incompetents essayer la nouvelle méthode dans des écoles primaires pauvrement équipées. Mais il est légitime d'essayer de telles méthodes dans des écoles expérimentales bien outillées dont les cadres sont bons de façon à assurer le progrès des méthodes pédagogiques.

Maintenant, presque toutes les écoles primaires attachées aux écoles normales et toutes les écoles municipales dans les grandes villes ont essayé « la méthode du projet, le plan de Dalton, le système de l'école de Gary, etc. » C'est pourquoi, on ne peut pas dire que l'éducation actuelle en Chine soit surtout influencée par la théorie de Dewey.

4° *Les changements dans la vie des étudiants.*

La vieille conception de l'école de Chine, était celle d'un bien réservé seulement à l'étude des livres. La classe était la salle des livres. Même vers la fin de la dynastie mandchoue, lorsque les écoles modernes s'ouvrirent les étudiants n'avaient pas la permission d'étudier des choses extérieures au programme. Leur affaire était d'étudier les livres. Ils méprisaient le travail manuel et l'idée de travailler en classe semblait inconcevable. L'éducation physique fut introduite, mais elle était de nature surtout militaire.

Dès l'avènement de la République divers changements eurent lieu dans la vie des étudiants, notamment on vit apparaître des organisations sociales et intellectuelles d'étudiants et des corps qui se dirigeaient eux-mêmes; il y eut un mouvement « Travail et Etude »; l'étudiant assurait lui-même sa subsistance; l'athlétisme et le sport devenaient prédominants.

a) *Organisation sociale et intellectuelle :*

Les organisations pour favoriser le bien-être parmi les étudiants et pour discuter des problèmes intellectuels et moraux, devinrent peu à peu populaires dans les écoles. Tous ceux qui visitaient les écoles en Chine, constataient que les clubs existant dans les écoles américaines (dramatiques, musicaux ou oratoires, ou les organisations pour l'étude de quelques branches de

sciences ou des humanités), avaient leur contre-partie dans les clubs chinois. En outre, un club d'aide sociale occupait d'ordinaire une place prédominante dans les organisations d'étudiants. Cela correspondait plus ou moins à la « Young men's christian association » des écoles américaines. Le club chinois d'aide sociale organisait des classes pour les enfants pauvres faites par les étudiants à l'intérieur et à l'extérieur de l'école; des groupes donnaient des conférences et montaient des spectacles. Le mouvement d'aide sociale, bien que déclanché avant le mouvement national sut se manifester. Les étudiants déployaient toutes les formes de cette activité non seulement pendant l'année scolaire, mais aussi pendant les vacances. Bien qu'on puisse considérer ces activités comme une entrave aux études, elles eurent néanmoins une valeur de formations que les étudiants ne pouvaient guère acquérir en classe.

Parmi les activités extérieures au programme, celle qui attirait le plus l'attention était celle des statuts des étudiants élaborés par eux-mêmes. Beaucoup d'écoles avaient une organisation de ce genre, une sorte de comité d'étudiants s'occupant de toutes les affaires des étudiants. Une organisation plus importante fut l'Union des Etudiants, qui groupait les étudiants de toutes les écoles dans une localité donnée. L'administration d'une telle Union était généralement confiée à des représentants des diverses écoles. Ces étudiants organisèrent une Fédération Nationale dont le siège est à Changhaï.

Toutes ces organisations offraient aux étudiants la possibilité de s'exercer à la vie sociale : élection de délégués, présidence des meetings, travail de comités, rapports, discussion sur des questions vitales et surtout coopération.

b) *Etudiants-ouvriers* :

Le fait que les étudiants d'autrefois méprisaient le travail manuel a été mentionné (travailler en période d'études était quelque chose d'inouï), mais ce préjugé tendit à disparaître. Bien que la main-d'œuvre fut bon marché en Chine, et que peu d'occupations fussent accessibles aux étudiants, il y avait des gens qui travaillaient pendant toute la durée de leurs études. Une société fut fondée en 1914, par les étudiants chinois en Amérique au collège d'Oberlin. En 1919, un groupe d'étudiants de l'Université de Pékin assura son entretien grâce au travail manuel.

Des journaux récents ont signalé des organisations similaires dans d'autres écoles. Etudier en gagnant sa vie est considéré maintenant comme digne de louange et des discussions à ce sujet sont ouvertes dans les journaux importants.

Au lendemain de la guerre, au moment où la main-d'œuvre était demandée en France pour la reconstruction, une société fut organisée par les Chinois et les Français dont les quartiers généraux étaient à Changhaï et à Paris, pour permettre aux étudiants chinois pauvres de-

sireux d'étudier à l'étranger, d'aller en France et d'y gagner leur vie tout en suivant les cours.

L'intérêt de ce mouvement ne résidait pas seulement dans le fait que les étudiants gagnaient leur vie tout en continuant leurs études, il traduisait une nouvelle conception des rapports entre la vie intellectuelle et le travail manuel, entre la culture et la pratique.

c) Equipes et réunions athlétiques :

Un autre changement de la vie sociale fut l'introduction de réunions athlétiques. Il existait en Extrême-Orient, une société nationale sportive où venaient s'inscrire les délégués des régions les plus diverses; beaucoup d'écoles avaient des équipes régulières de base-ball, de basket-ball, de soccer, de « track and field », et les vieux sports chinois comme la boxe et le tir à l'arc étaient aussi pratiqués.

d) Eclaireurs :

La valeur pédagogique du scoutisme est reconnue dans les pays d'Occident. Il développe l'initiative et l'habileté, il est utile aux enfants, il fait de bons citoyens, c'est une vie que les garçons sont avides de connaître. En jouant, ils apprennent toutes sortes de métiers et ils acquièrent une pensée lucide, une connaissance profonde, une bonne tenue, de bonnes manières et de l'habileté, surtout ils apprennent à commander et à obéir.

En 1917, l'Association nationale des Eclaireurs fut organisée. Les officiers étaient élus par les délégués des diverses régions du pays à une conférence nationale qui devait se tenir au moins tous les cinq ans. Maintenant, on peut voir partout des éclaireurs en uniforme, et l'enthousiasme de ces jeunes gens pour la cause de l'humanité, provoque beaucoup de donations de la part de gens qui seraient autrement restés insensibles à l'appel.

Pendant les récentes grèves d'étudiants, les éclaireurs sortirent et veillèrent au maintien de l'ordre, leur service fut fort utile et apprécié par le public.

Nous avons montré que la matière, la méthode et la vie de l'étudiant sont actuellement inséparables de la vie scolaire.

CHAPITRE III

**Influences américaines. Dewey. Monroë. Ecoles nouvelles.
Système de 1922 comme résultat de ces influences.**

*A) L'influence américaine sur l'éducation chinoise :
les idées du D^r Dewey et la réforme de 1922.*

Le mouvement démocratique a reçu une orientation nouvelle grâce à l'influence de J. Dewey sur les méthodes et les matières de l'instruction, à tel point que depuis son séjour en Chine l'esprit général changea considérablement, notamment en ce qui concerne l'éducation.

Le séjour du D^r J. Dewey en Chine :

Voyons donc quel fut ce séjour. En 1919, le docteur John Dewey, sur l'invitation du Ministre de l'Instruction Publique et de l'Université de Pékin, accepta de venir en Chine où il séjourna plus d'une année. Ses nombreuses conférences, si hautement appréciées de nos intellectuels et si riches d'influence sur notre éducation, provoquèrent un enthousiasme général.

Son nom fut dès lors très répandu chez nous et universellement honoré.

Ses grandes conférences publiques : « La philosophie politique et sociale », « La philosophie de l'éducation », « Les types de pensée », et « Les trois philosophes contemporains : W. James, H. Bergson, et B. Russell », et « Les fondements de la morale », furent réunies en deux volumes sous le titre : « *Les cinq grandes conférences de Dewey* ».

Le commentaire de son ouvrage « *Democracy and education* », qu'il développa dans ses conférences à l'Ecole normale supérieure de Pékin, en se servant de matières pratiques différentes et d'expressions populaires immédiatement compréhensibles, tout en restant fidèle à l'esprit du livre forma l'objet d'un autre volume.

Ses ouvrages pédagogiques : *Le Principe de l'Education*, *L'Ecole et la Société*, *Démocratie et Education*, furent également traduits en chinois (1).

Les traductions de ces conférences sont lues depuis par presque tous les maîtres des écoles primaires et secondaires et sont considérées comme les ouvrages les meilleurs et les plus susceptibles de donner à l'éducation une direction pratique.

(1) *Revue pédagogique du Peuple*, numéro spécial consacré à Dewey en 1921, édité par l'Ecole Normale Supérieure à Pékin.

Le rôle des Etudiants chinois ayant séjourné aux Etats-Unis :

Ajoutons que depuis longtemps parmi les nombreux étudiants chinois qui revenaient d'Amérique et qui devenaient professeurs de pédagogie ou de philosophie, il y avait des hommes éminents comme M. Mong Lintsiang, Ministre de l'Instruction Publique et Recteur de l'Université de Pékin, M. Hou Che, pragmatiste ardent, animateur du mouvement de la « *Nouvelle Civilisation* » et professeur à ladite Université. Naturellement leur renom et leur activité favorisèrent beaucoup la vulgarisation et la mise en pratique de la doctrine de Dewey, aussi ses ouvrages figurent-ils dans les bibliothèques de la plupart de nos grandes écoles.

L'influence de Dewey en Chine.

Les nouvelles écoles.

Aujourd'hui, la plupart des écoles chinoises sont également dominées par la pensée de Dewey. De nombreux programmes d'études répondant mieux aux intérêts futurs et aux besoins sociaux de l'élève furent promulgués. On fonda des écoles expérimentales, tant par voie d'autorité officielle que sur initiative privée.

De nombreuses revues, organes de propagande pour l'éducation nouvelle, se répandirent aussitôt.

Au cours des années qui suivirent la visite de Dewey, plusieurs universités nationales ou libres, organisèrent

une faculté spéciale de pédagogie, annexée à la Faculté des Lettres, où l'étude des œuvres du savant américain dominait l'enseignement.

Cette adhésion presque absolue à la doctrine de Dewey, tendait même à devenir exagérée et ne laissait pas de créer des difficultés en ce qui concerne la discipline scolaire dans les établissements secondaires, à tel point que le gouvernement fut obligé en 1921, de réglementer la pratique du « *Self Government* » dans les diverses sections de l'enseignement.

Les conceptions pédagogiques de Dewey en face de la pédagogie chinoise.

Les préoccupations pédagogiques étaient à la fois utilitaires, démocratiques, professionnelles et scientifiques.

Les principes pédagogiques de Dewey contrastaient en tout point avec les anciennes théories d'éducation chinoise fondée sur les conceptions philosophiques de Confucius : « *Self Government* », remplaçant le principe fondamental de l'obéissance; l'activité, travaux manuels remplaçant en grande partie le traditionnel enseignement théorique donné par un professeur du haut de sa chaire.

La culture scientifique et le D^r Paul Monroë.

La tendance scientifique se développait de plus en plus dans l'éducation chinoise; on essaya d'adapter aux besoins humains les forces de la nature, plutôt que de

chercher à comprendre leur signification profonde : aussi les recherches possibles se substituent-elles aux anciennes préoccupations métaphysiques.

Mais la science a une fonction plus haute à remplir que ces applications pratiques. La valeur de la science ne réside pas tout entière dans son utilité matérielle, mais dans la culture qu'elle donne : largeur d'esprit, honnêteté intellectuelle, souci de l'exactitude. On pouvait noter cette tendance scientifique dans différents domaines.

En 1921, la visite du D^r Paul Monroë, le maître américain, donna une nouvelle impulsion à ce mouvement.

Dans ses conférences, il insista sur la nécessité d'améliorer la méthode d'enseignement des sciences. On appliqua alors la méthode scientifique à l'étude de l'histoire de la philosophie et de la littérature chinoise.

Les résultats obtenus.

La méthode d'enseignement s'améliora, elle était supérieure à la méthode ancienne, où le développement de la mémoire avait une trop grande importance. La récitation n'occupa plus qu'une année dans l'enseignement.

Les cinq étapes de l'éducation préconisées par Herbert furent quelquefois utilisées par les instituteurs chinois, parce que la psychologie de la structure a eu plus d'importance dans l'ancienne pédagogie chinoise que dans la pédagogie nouvelle; les instituteurs chinois connurent mieux la psychologie fonctionnelle et étudiè-

rent la doctrine pédagogique de Dewey. C'est pourquoi la méthode d'enseignement fit beaucoup de progrès.

Par exemple, on put voir souvent dans l'école primaire et l'école annexe de l'école normale, des instituteurs employer « le projet de la méthode d'enseignement » et le « Dalton plan » dans les lycées (2).

Ces méthodes nouvelle d'enseignement employées par Dewey dans une école expérimentale de Chicago, obtinrent d'excellents résultats.

Ces nouvelles méthodes d'enseignement supprimèrent les classes pour grouper tous les élèves du même niveau intellectuel, mais pour cela il fallut d'abord mesurer les capacités intellectuelles de l'enfant au moyen des *tests*. Les maîtres ne firent que donner des conseils; les enfants choisirent eux-mêmes une profession (orientation professionnelle).

Ces méthodes nouvelles d'enseignement mettent en jeu non plus l'automatisme et la passivité, mais la réceptivité et l'activité.

Les écoles chinoises essayèrent ces méthodes et obtinrent de bons résultats (3).

Le rôle du maître :

Selon le principe américain du *Self Government* accepté par la réforme de 1922, il fallait que les élèves

(2) Le projet de la méthode d'enseignement et le « Dalton plan » sont les nouvelles méthodes d'enseignement américaines.

(3) Voir Statistique relative à l'éducation chinoise, *Commercial Press* 1923. « Distribution of students in all grades of schools ».

se gouvernassent eux-mêmes, le maître n'étant plus qu'un conseiller.

L'école représentait une société embryonnaire : les élèves collaboraient entre eux, s'entr'aidaient et la discipline à laquelle ils devaient nécessairement se plier était pour eux chose facile, parce qu'elle se présentait comme un instrument qui facilitait la conduite et économisait les efforts.

Pourtant si ce système obtenait souvent de bons résultats, quelquefois au contraire il fallait l'employer avec discernement et prudence.

B) Analyse du système promulgué le 1^{er} novembre 1922.

Nous avons insisté précédemment sur le rôle de première importance que le D^r Dewey avait joué dans la pédagogie chinoise. Il a préparé la voie au nouveau système d'éducation qui entra en application à partir de 1922.

Ce système fut promulgué le 1^{er} novembre, nous allons en indiquer le but et les méthodes (4).

1° Adaptation à une société évoluée et en évolution.

Avant la révision en question, le dernier changement remonte à 1912 : la République chinoise était alors vieille

(4) Annuaire chinois, pages 1831-33 sous le titre « *Le nouveau système d'éducation chinoise* », ou dans le journal officiel d'éducation chinoise du mois de novembre 1922 publié par le Ministère de l'Instruction Publique sous le même titre.

d'un an et les difficultés, les problèmes urgents avaient fait perdre de vue les remaniements qui, de toute évidence s'imposaient dans le domaine scolaire.

2° *Favoriser la démocratie.*

Dix années se sont écoulées depuis cette révolution. A la lumière des expériences acquises, le système de 1922 vise à une adaptation sociale plus étroite, il offre absolument les mêmes facilités aux deux sexes, de l'école primaire à l'Université comprise.

Alors qu'en 1903, on ne s'était point arrêté à la possibilité d'admettre les femmes aux examens, désormais cette admission devint un fait indiscuté. L'étape fut brusquement franchie, car hier encore, dominait la vénérable tradition de stricte séparation des sexes : les jeunes filles ne devaient pas être autorisées à entrer dans les écoles ni à fréquenter les rues bruyantes et aux promiscuités dangereuses. La lecture des livres occidentaux aurait fait craindre pour elles le désir d'adopter les mœurs étrangères, le mariage libre et le rejet de l'autorité paternelle et maritale. Les femmes étaient donc instruites à la maison, la mère ou le tuteur était le professeur habituel et le programme était strictement réduit aux choses absolument nécessaires à une maîtresse de maison, lecture, écriture et éléments d'arithmétique.

L'éducation libérale des filles était laissée aux missionnaires et à quelques personnalités assez courageuses pour braver les autorités centrales.

On doit remarquer, d'autre part, l'importance que le nouveau système accorde à l'éducation complémentaire sous la forme d'école de perfectionnement.

Certes, il faudra encore du temps pour que ces dispositions théoriques officielles reçoivent leur application. Les résistances inévitables ne manqueront pas. Néanmoins, si l'on songe aux progrès accomplis dans l'espace d'un lustre, il ya tout lieu d'avoir confiance dans l'avenir.

La formation professionnelle a été prévue après l'école primaire élémentaire, pendant les huit années sur lesquelles s'échelonnent l'enseignement de l'école primaire supérieure et de l'école secondaire.

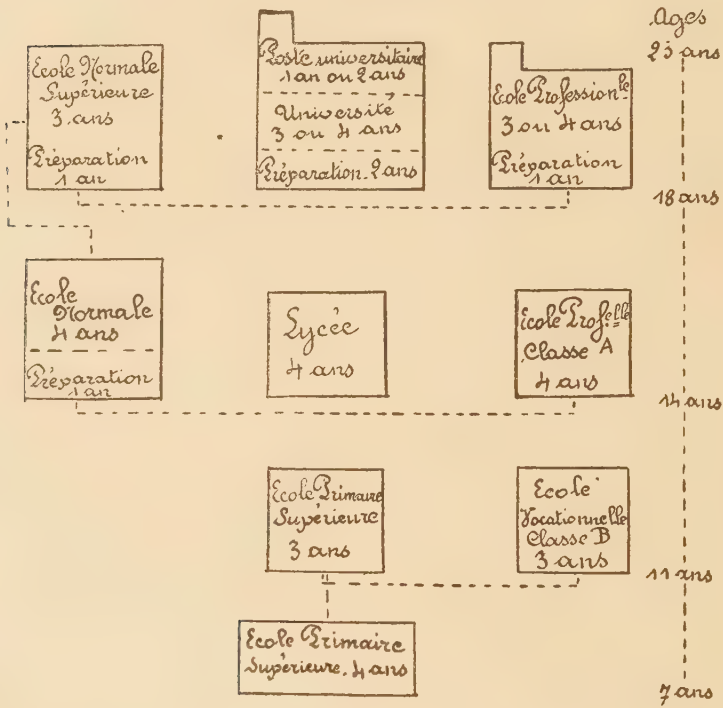
Au demeurant, si l'intention de la réforme de 1922 est de faciliter l'éducation à tous, son mérite se bornerait à avoir levé quelques obstacles. (Consulter le diagramme explicatif de la réforme de 1922).

En même temps, les lycées dont la scolarité est de six ans furent divisés en deux degrés. Le premier degré comprenait 3 ou 4 ans, le second 3 ou 2 ans. L'avantage de ce système c'était son élasticité. Il facilitait en effet la sortie du lycée des jeunes gens qui voulaient recevoir une instruction professionnelle pour gagner leur vie.

3° Prendre en considération la situation économique de l'homme moyen.

La fréquentation obligatoire de l'école primaire, ainsi que le dicte le système en question, se limite à 4 années.

A l'appui de cette mesure il est donné des raisons pédagogiques et psychologiques; mais en fait, dans une famille pauvre, un enfant de 10 à 11 ans est déjà une aide ou tout au moins il se suffit à lui-même et c'est le sort du tiers ou même de la moitié de la population.



I) EXPLICATIONS.

La colonne gauche donne l'âge des élèves aux diffé-

rents degrés; pratiquement à tous les degrés il y a une sélection d'après l'intelligence, la mémoire et autres considérations.

II) ENSEIGNEMENT ÉLÉMENTAIRE.

A) La présence à l'école primaire est limitée à six ans (6).

B) L'école primaire peut être divisée en enseignement élémentaire et enseignement supérieur. La première comprend 4 années et peut être organisée séparément.

C) L'éducation obligatoire est provisoirement limitée à 7 ans. Dans certaines circonstances elle peut être prolongée pour prévenir les exigences locales.

D) Les cours des écoles élémentaires doivent comporter l'enseignement professionnel en conformité avec les conditions locales.

E) Si l'on obtient les grades de l'enseignement primaire, une éducation supplémentaire peut être donnée.

F) Le Kindergarten admet les enfants avant l'âge de 6 ans.

G) Des écoles supplémentaires doivent être établies pour les adolescents illettrés.

(5) Voir Rapport d'Education 1922, édité par le Ministère de l'Instruction Publique.

(6) Provisoirement elle peut être augmentée afin de l'adapter aux conditions locales.

III. — ENSEIGNEMENT SECONDAIRE.

A) La scolarité du lycée est limitée à 6 ans et divisée en deux périodes, chacune de 3 ans : le premier degré « junior middle school » et le second degré « senior middle school ». Par la nature des cours, la division peut être fixée à 4 ans pour le premier degré et à 2 ans pour le second degré, ou à 2 ans pour le premier degré et à 4 ans pour le second degré.

B) Le premier degré du lycée peut être établi séparément.

C) Le second degré doit être établi à la suite du premier degré, mais dans des circonstances spéciales il peut être établi séparément.

D) Le premier degré donne une éducation générale, mais selon les nécessités locales il peut comporter des cours professionnels spéciaux.

E) Le second degré divisé en cours généraux, cours d'agriculture, cours techniques, cours commerciaux et cours normaux; selon les nécessités locales, un cours seulement peut être fait ou tous les cours à la fois.

F) Des écoles supplémentaires ou cours secondaires peuvent être ouverts dans différentes localités; la nature du cours et l'âge seront déterminés selon les situations locales.

G) L'âge limite et l'établissement d'écoles professionnelles peuvent être déterminés selon les nécessités et les situations locales.

H) Pour les écoles normales professionnelles, des instituts préparant des instituteurs professionnels peuvent être ouverts dans une école adéquate après délibération.

I) Le séjour à l'école normale est limité à 6 ans.

J) L'école normale peut être fréquentée seulement après l'obtention de 2 ou 3 degrés (en y faisant rentrer les graduate-school et les degrés du lycée).

K) Pour fournir le nombre nécessaire d'instituteurs pour les grades inférieurs de l'école primaire, des écoles normales ou des instituts normaux, d'un nombre variable d'années d'études peuvent être établis après délibération.

IV. — L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

A) Une institution d'enseignement supérieur peut comprendre plusieurs collèges ou un seul collège. Suivant le cas, le nom de l'institution peut être : collège de médecine, collège de ... etc.

B) La scolarité dans le collège ou l'Université est fixée de 4 à 6 ans. Les différents collèges peuvent après délibération, varier la durée des études suivant la nature de l'enseignement.

C) La scolarité dans un collège de médecine ou de droit est fixée à 5 ans au moins.

D) Les collèges ou universités adoptent le système choisi.

E) Des écoles techniques peuvent être établies en tenant compte des conditions spéciales relatives au sujet de l'enseignement ou de la situation locale. Elles admettent les degrés du second grade du lycée avec une scolarité limitée à 3 ans ou plus. Quand la scolarité nécessaire est pareille à celle des collèges ou des universités, le même traitement est accordé.

F) Les collèges, les universités et les écoles techniques peuvent ouvrir des cours spéciaux durant un nombre variable d'années, pour ceux qui désirent préparer un certain sujet ou une profession dont la préparation nécessite de tels cours.

G) Pour fournir le nombre nécessaire de professeurs pour les premiers degrés, un cours de deux ou trois ans peut être établi. Il peut être organisé au collège ou à l'université, dans le collège des professeurs « teacher collège » ou à l'école normale. Il admet des diplômés d'anciens établissement scolaires.

H)) La « post graduate school » est une école de recherches pour les diplômés des collèges et des universités et les personnes ayant eu une formation analogue; il n'y a pas de limite d'âge.

V. — ADDENDA.

La limite d'âge et les programmes peuvent être modifiés pour les sujets exceptionnellement doués.

De même une éducation spéciale est donnée aux dégénérés et aux arriérés.

En somme, le nouveau système chinois, né à la suite de trois conférences nationales était représentatif des idées et opinions émises par les chefs les plus éminents de notre pédagogie. D'accord avec ces idées, était l'important décret du Ministre de l'Instruction Publique cité ci-dessus. On peut dire qu'en 1922, notre pédagogie était tout entière sous l'emprise des idées de Dewey et du système d'éducation des Etats-Unis.

CHAPITRE IV

L'adoption d'une langue nationale et le Comité d'unification de la langue de 1919 (Réforme du style, vocabulaire, choix d'un dialecte comme langue nationale, système phonétique d'écriture).

On peut dire qu'à l'époque du réveil national en 1911, la langue chinoise posait deux grands problèmes :

1° Le vocabulaire très ancien de la langue chinoise **avait subi une croissance exagérée et désordonnée** au moment de la pénétration massive d'idées nouvelles, de connaissances techniques, etc... apportées par la culture occidentale vers la fin du **xx^e siècle**.

2° L'écriture chinoise par suite de ses difficultés restait l'apanage des classes privilégiées et des érudits.

Les nombreux traducteurs de Huxley, Darwin, Spencer, J.-J. Rousseau, Montesquieu, Voltaire, Kant, etc., obligés d'introduire des néologismes pour exprimer les idées nouvelles, créaient un peu au petit bonheur des expressions souvent contradictoires et obscures sans se soucier des autres traductions. Il était donc de première

nécessité de régulariser, de fixer la nouvelle extension de la langue; travail normal et exigé par l'évolution de toute langue, et régulièrement assuré par des Assemblées Académiques, telle que l'Académie Française, mais qui manquaient totalement en Chine.

Quant à l'écriture, la réforme politique et sociale devait évidemment aboutir à mettre à l'ordre du jour cette question de démocratisation de la culture nationale.

Pour répondre à ces difficultés, un Comité National pour l'unification de la langue, fut créé en 1919, à Pékin, sous les auspices du Ministère de l'Instruction Publique, et les travaux de ce Comité aboutirent aux résultats suivants :

1° Adoption d'une langue nationale «Pei Hua», ayant pour caractères : *a)* une simplification du style; *b)* une fixation des termes nouveaux; *c)* une ponctuation plus complète; *d)* un système de signes phonétiques destinés non pas à remplacer les anciennes caractères, mais à en réglementer la prononciation et en faciliter la lecture.

2° La promulgation de cette réforme par décision du cinquième Congrès des Associations provinciales éducatives qui décidèrent de faire inclure dans les programmes officiels de l'enseignement primaire la langue nationale.

Voici du reste une liste des décisions de ce Congrès :

1° Fixer la prononciation relative à la langue nationale.

A) Examiner et corriger la prononciation des mots dans les dictionnaires.

B) Examiner et corriger celle des livres et des périodiques.

C) Surveiller celle des dialectes locaux.

2° Editer tout ce qui est relatif à la grammaire et à la rhétorique.

Assembler et éditer ce matériel.

3° Editer le matériel nécessaire à la publication des dictionnaires.

A) Amasser et éditer ce matériel.

B) Corriger les dictionnaires.

4° Surveiller les livres et les périodiques.

A) Les surveiller et les examiner.

B) Les censurer et les publier.

En 1917, fut organisée une Société, dont l'objet devait être l'étude d'une langue nationale. Elle se compose de philologues et de savants venus de 19 provinces. Ceux-ci ont publié dans des périodiques spéciaux (1) un grand nombre d'essais relatifs au développement de cette langue nationale. L'activité de la Société porte sur la surveillance des dialectes, la détermination d'une langue, la publication de textes et de livres se référant à la langue nationale, etc... Ainsi, elle a pu déjà présenter au

(1) Comme le Journal officiel de l'Education du Ministère de l'Instruction Publique et le Journal de l'Institut phonétique de Pékin,

Ministère de l'Instruction Publique une liste des meilleurs ouvrages littéraires écrits dans la langue dont se sont servis les anciens savants et les écrivains.

Le Ministre de l'Instruction Publique, fonda au printemps 1920, à Pékin, un Institut spécial pour préparer des Professeurs de la langue nationale. Le programme à enseigner : le signe phonétique, les principes généraux de la phonétique, la phonétique chinoise. Les sujets ayant trait à la langue nationale et devant être enseignés, leur méthode d'apprentissage, la pratique du Professeur, la lecture, la méthode de lecture, la composition de la langue nationale et la philologie. Les cours durèrent deux mois, ils sont au nombre de vingt par semaine.

Le Ministre ordonna à chaque province et à chaque territoire d'envoyer trente étudiants à chaque session. Ce serait, soit des diplômés d'une école normale, soit des professeurs d'une école primaire. Les frais du voyage seraient payés par leur propre province ou territoire. De plus, un grand nombre de collèges et d'écoles ont ouvert des institutions similaires.

Arrêtons-nous un peu sur les détails de la réforme acceptée.

a) FIXATION DES TERMES; b) SIMPLIFICATION DU STYLE;
c) RÉVOLUTION LITTÉRAIRE.

a) Le mouvement pour la fixation des termes fut ébauché en 1916. Des délégués du Ministère de l'Ins-

truction Publique et plusieurs associations techniques et éducatives qui s'y intéressaient furent désignés pour entreprendre ce travail; ils se réunirent à Changhaï, et en 1916 à Nankin, en 1919 à Pékin. Les termes de physiologie et de médecine furent d'abord soigneusement examinés, adoptés et officiellement publiés en 1919, par le Ministère de l'Instruction Publique à Pékin, avec les traductions en latin, en allemand, anglais et chinois ancien. Des réunions eurent lieu régulièrement pour poursuivre ce travail.

b) A la fin du siècle dernier, le savant bien connu Leang Ki-Tchao (2) en vulgarisant les ouvrages occidentaux en Chine, avait créé un nouveau style ainsi que beaucoup de termes nouveaux et son style d'écrivain devint très populaire et fut imité en dépit de l'opposition et de la critique des littérateurs traditionnels. On peut dire que Liang est, par son style, un des précurseurs de la révolution littéraire.

Expansion du mouvement : Ce mouvement suscita maintes discussions et des oppositions se formèrent en 1915. *La Jeunesse* combattit presque seule pour le nouveau mouvement littéraire et intellectuel. Mais en juin 1919, surgirent dans toutes les parties de la Chine de nombreux périodiques édités pour la plupart par de

(2) Le style de Leang Ki-Tchao est simple et inspiré des classiques. Il ne fut pas partisan de la révolution littéraire; à la fin de sa vie il écrivit quelques ouvrages en langue écrite nationale (Pei Houa). Au contraire Hou Che est un ardent partisan de la révolution littéraire.

jeunes étudiants pénétrés de l'esprit nouveau. Toutes ces nouvelles publications étaient rédigées en style moderne et un nombre important de journaux de Pékin se joignit à ce mouvement. Non seulement leurs articles de fond mais encore les nouvelles plus importantes furent rédigées en langue écrite nationale (Pei Houa).

c) *La révolution littéraire* : Les partisans de la révolution littéraire prétendaient que l'ancienne langue était plutôt un art, que le peuple la comprenait mal et qu'il fallait l'abandonner. Par exemple, en 1916, M. Hou Che écrivit une longue brochure à ce sujet (voir plus loin) : « *Comment transformer la littérature chinoise ?* » Le problème fut posé ensuite sous forme d'articles publiés dans « *La Jeunesse* » en janvier 1919 et ayant pour titre : « *Suggestions pour la réforme de la littérature chinoise* ». Dans ces articles, il réclamait l'abolition de l'allusion classique, l'expression elliptique de la convention littéraire et de la construction étroitement rigide. Il attaquait aussi l'habitude de l'imitation servile des anciens écrivains et prétendait que la Chine moderne devait se créer une littérature vivante. Il étudia la signification historique de la langue parlée et prit part à son adaptation (3).

Le mouvement progressa rapidement et à l'heure actuelle, le nouveau style est aussi familier aux Chinois que n'importe quel autre style. Presque toutes les revues

(3) Voir l'article de Hou Che, « La Renaissance de la Chine », à la fin de ce chapitre.

commencèrent à discuter l'histoire de la littérature européenne et on apprit ainsi qu'elle avait traversé les phases du classicisme, du romantisme, du réalisme et du naturalisme. Ceci amena la question suivante : par quelle phase la littérature chinoise contemporaine a-t-elle passé? Cette discussion eut pour conséquence d'assurer la victoire aux réformateurs

RÉFORME DE LA LANGUE ÉCRITE.

Rareté des mots et ses remèdes : La langue savante comptait des milliers de caractères mais son vocabulaire était néanmoins remarquablement pauvre. Pour suppléer à cette insuffisance, on avait bien inventé des subterfuges tel que la répétition de caractères pour exprimer une idée simple, le redoublement des mots, l'adjonction d'une lettre aspirée entre certaines consonnes initiales et la voyelle et surtout l'intonation (c'est-à-dire les quatre modulations classiques).

Initiales et finales : Cependant un grand nombre de philologues avaient essayé d'analyser la nature phonétique des caractères et d'établir une liste de finales et d'initiales fondamentales. Même en 1718, publication du dictionnaire *Ving Hi*, on admettait déjà douze finales et trente-six initiales représentées non par des symboles mais par des caractères. La prononciation de chaque caractère était figurée par la combinaison d'une initiale et d'une finale choisies chacune d'après la liste précé-

dente ou d'après les dérivations des initiales et des finales de cette liste. Cette ancienne méthode orthographique était appelée le Fan-Tsie.

L'écriture phonétique, effort pour inventer des symboles phonétique simples : Tandis que la liste des initiales et des finales offre des moyens faciles pour apprendre le son des différents caractères, ceux-ci étaient compliqués et n'intéressaient que les érudits. Au cours des dernières années un grand nombre de systèmes phonétiques simples fut inventé. Dans les diverses régions on imagina aussi des systèmes de romanisation pour les dialectes locaux.

Le système le plus populaire est celui de Wang Pou. Le système inventé par M. Wang aux environs de 1908 s'appelle « Alphabet du Mandarin ». L'inventeur Wang entreprit d'enseigner son système notamment dans la région de Pékin et publia de nombreux livres et périodiques en Mandarin. S'appuyant sur le principe de son système M. Loa inventa (environ en 1909) la dénommée « simplification des caractères » qui permettait de prononcer non seulement en mandarin mais plusieurs dialectes mandarins.

Le signe phonétique et la révolution : L'année même de l'instauration du nouveau régime en 1912, le Ministre de l'Instruction Publique décida de réunir la conférence de l'unification phonétique. Cette conférence qui comptait plus de 70 philologues et savants se tint au printemps

de 1913 et siégea pendant trois mois. Elle examina environ huit cents caractères et symboles. Le « Tchou Yin tsen mon » c'est-à-dire le système phonétique qui fut ensuite inventé prit la place du Fan-Tsie. Ce système comptait 24 initiales, 3 médiales et 12 finales, soit 39 signes; chaque signe avait cinq tons (4) : le ton uni et légèrement bas était le plus naturel et n'avait pas de signe, le ton uni et légèrement haut était désigné par un point en haut et à gauche, le ton descendant par un point en haut et à droite, et le ton d'entrée par un point à droit et en bas.

Dès 1915, des écoles pour l'enseignement des signes phonétiques furent établies à l'essai et ce système se développa et s'étendit très rapidement pendant les trois années qui suivirent. En 1918, les Présidents des Ecoles normales supérieures de tout le pays tinrent une conférence où il fut résolu d'établir dans les collèges un cours spécial pour enseigner les signes phonétiques et la langue nationale. Cette résolution fut soumise au Ministre, et des copies envoyées à toutes les écoles normales supérieures avec l'ordre d'en tenir compte.

Emploi du signe : Le signe phonétique était destiné à remplacer le « Fan-Tsie » comme moyen d'apprendre

(4) M. Wang Pou est vraiment un phonéticien chinois : sa prononciation est nette et simple. Il écrivit 99 ouvrages : par exemple Kouo Yin king Yin, Pi Kiao Piao (comparaison des sons nationaux et des sons pékinois) « Che Yong Kouo Yu Houei, Houa » (Manuel pratique de la conversation chinoise) « Kouo Yu fa yn T'ou » (Tables de phonétique nationale), « Wang Pou ti mo Fan Yu (Exemples de dialogues de Wang Pou). Tous ces ouvrages sont publiés par la *Commercial Press*.

la prononciation. Quand le style de la langue écrite sera simplifié aussi bien qu'identifié avec la langue écrite nationale (Pei Houa), et lorsque le son de chaque nouveau caractère sera indiqué par les signes phonétiques, celui qui parle la langue pourra rapidement acquérir la compréhension de ce qui est écrit. Ce signe phonétique, n'est par conséquent pas destiné à remplacer les vieux caractères, et doit être écrit non indépendamment, mais s'ajouter aux caractères pour en réglementer la prononciation.

Ainsi le peuple qui n'avait pas les moyens de consacrer plusieurs années à l'étude des caractères, pourrait communiquer plus facilement au moyen des signes.

Les dialectes : Les dialectes en Chine se divisent en deux groupes : les dialectes mandarins consistent en dialectes parlés dans les provinces situées au nord du Yangtze embrassant les deux tiers de la Chine. Ces dialectes peuvent être classés en : dialecte mandarin septentrional dialecte mandarin central et dialecte mandarin occidental suivant les régions où il est parlé. Leur différence est très nette, mais tous sont appelés mandarin. Le peuple des différentes provinces de ce groupe peut parler avec un certain accent particulier l'idiome local, mais peut en comprendre un autre sans difficulté.

Le langage non-mandarin comprend les dialectes des provinces de Canton et de Fou-Kien, etc...

L'ÉTUDE D'UNE LANGUE NATIONALE. — SES DIFFICULTÉS.

La majorité des délégués à la Conférence d'unification phonétique, se mirent d'accord pour adopter une langue nationale, mélange de différents dialectes du groupe mandarin et que parlaient la plupart des délégués. Ainsi présentée, elle pourrait être comprise par le plus grand nombre, car elle serait presque indentique à la langue écrite de style le plus simple.

C'est pourquoi le Professeur G. V. Tchang suggéra les améliorations suivantes :

1° *Le choix d'un dialecte.* — On verra plus loin qu'il a été question d'un dialecte *vivant*, en l'espèce le dialecte mandarin de Pékin, le plus proche de la langue écrite comme tous les autres dialectes, le plus étudié par les philologues, et qui parlé par le monde de la capitale est bien développé.

2° *L'analyse des sons du dialecte choisi.*

3° *La création d'un alphabet* car il faut posséder un moyen permettant la rédaction rapide.

A l'heure actuelle, malgré l'opposition des éléments conservateurs des vieux écrivains surtout, de nouveaux termes ont été inventés. Une simplification de style a déjà été opérée, de même qu'un alphabet a été adopté. La langue écrite se rapproche beaucoup maintenant de la langue que parle le peuple, ce qui manque c'est une prononciation sûre. Mais la langue chinoise est malheu-

reusement si complexe qu'il faudra tâtonner longtemps encore. Le problème revient à trouver le meilleur alphabet et à fixer un dialecte que tous comprennent. Au cas où vraisemblablement les livres, à l'exception des classiques, seraient publiés avec de nouveaux symboles, les caractères traditionnels ne seraient plus appris que par les étudiants des lettres.

Pour finir ce chapitre, nous donnons une traduction de l'article de l'éminent Professeur M. Hou Che dans lequel il est question notamment de ces problèmes de réforme de la langue.

*
**

Traduction de l'article de M. Hou Che, « La Renaissance de la Chine » :

Les quatre derniers siècles ont produit beaucoup de romans. Des centaines de romans ont été conservés et sont réédités dans d'innombrables éditions à bon marché; beaucoup d'entre eux ont peu ou pas du tout de valeur littéraire, mais les meilleurs, tels que le *Chouei fou tchouang*, le *Si yeou Ki*, le *Jou lin wai Che*, le *Hong lou mong*, et quelques autres peuvent certainement être rangés parmi les grands chefs-d'œuvre universels.

A la fin de la dynastie mandchoue, parut une quantité de romans sociaux plus ou moins imités des *litterati*, romans satiriques et réalistes, écrits au milieu du XVIII^e siècle. En dehors des effets de leurs attaques non

dissimulées contre l'administration chinoise, ces romans modernes sont significatifs par le fait que, bien qu'écrits dans le dialecte mandarin, leurs auteurs étaient tous des méridionaux pour qui les dialectes du Nord et du Centre n'étaient pas leur langue maternelle. Ce fait montre l'immense effort éducatif de ces romans qui en quelques siècles ont réussi à unifier le langage national et en ont été les plus efficaces propagateurs.

De ce qui a été dit, il résulte que le Chinois parlé, représenté par le dialecte mandarin, est bien qualifié pour devenir la langue nationale de la Chine. En premier lieu il est le langage le plus généralement connu dans le pays. En second lieu il a produit une grande quantité de littérature, littérature plus étendue et plus variée que n'en posséda aucune langue moderne d'Europe au début de son établissement comme langue nationale. Il semble incroyable qu'une langue d'une telle vitalité, d'un emploi aussi général ait eu à attendre si longtemps avant qu'on ait pensé à la substituer à la langue classique, morte depuis longtemps. Mais l'explication est vraiment simple; l'autorité de la langue et de la littérature classiques avait été trop grande pour pouvoir facilement disparaître. Cette autorité était renforcée par la puissance d'un empire unifié depuis longtemps et par un système d'éducation dont le seul but était d'obtenir des honneurs officiels par l'habileté à lire et à écrire ce langage classique.

D'ailleurs un important facteur, sans lequel l'auto-

rité de la langue classique n'aurait jamais pu être détruite, faisait défaut dans l'histoire de la Chine. C'est un important facteur est la reconnaissance consciente et sincère, du fait que la langue classique est une langue morte et comme telle disqualifiée pour être la langue nationale d'une nation moderne. En accédant à la renaissance, non seulement Dante écrivait une langue vulgaire, mais encore il la défendait dans son traité « *De vulgari eloquentia* ». Boccace aussi fut un défenseur conscient du langage qu'il employait comme moyen d'expression littéraire. En France, la Pléiade défendait également la langue française : Du Bellay, un des poètes de la Pléiade avait écrit *La Défense et Illustration de la Langue Française*, où il revendiquait le droit pour la langue française de devenir un moyen d'expression poétique. C'est cet élément conscient de défense qui faisait défaut à la langue chinoise parlée. De nombreux écrivains attirés d'une manière ou d'une autre par la langue vulgaire l'écrivaient. Il n'y en avait aucun cependant, qui ait discuté ouvertement l'autorité de la langue classique ou qui ait défendu consciemment la langue vivante comme seul moyen légitime de composition littéraire. Et c'est cette absence d'un mouvement précis qui a permis à la langue chinoise classique de continuer à régner deux mille ans après sa mort.

Le résultat de la récente révolution littéraire fut de déclarer ouvertement que la langue classique était morte depuis longtemps et que Pei Houa, qui avait été pendant

des siècles un moyen d'expression littéraire, serait maintenant le seul et unique moyen convenable et effectif d'expression littéraire en vers et en prose.

« Aucune langue morte ne peut produire une littérature vivante » ; voilà le cri de guerre de la révolution littéraire. Sa méthode est résumée dans la formule : « Produisez la littérature dans la langue nationale et vous aurez une langue nationale de valeur littéraire ».

En 1916, l'auteur de ces lignes prit la résolution de ne jamais écrire aucune poésie autrement qu'en langue parlée. La première déclaration publique de cette résolution fut publiée le 1^{er} juin de l'année 1917. La controverse dura deux ans, après quoi l'opposition s'éteignit peu à peu. Depuis l'été de 1919, le Pei Houa s'est énormément répandu. En 1920, le Ministère de l'Instruction Publique publia un décret ordonnant que la langue nationale soit enseignée dans les deux premières classes de l'école primaire. En quelques années toutes les classes des écoles primaires se servirent de la langue parlée au lieu de la langue classique. Nécessairement, ce changement a affecté les écoles secondaires et les écoles normales où les professeurs primaires sont formés, et ces écoles supérieures anticipent sur le changement futur en adoptant des textes en langue vulgaire. La plupart des revues et journaux ont cessé de publier des poèmes en langue classique et de nouveaux poèmes en Chinois parlé ont pris leur place. Il est certain que la période

de controverse est maintenant presque terminée et qu'une ère de travail créateur est devant nous.

La morale de ce succès complet de la révolution littéraire est évidente. Elle n'a pas été l'œuvre d'individus qui furent cause de son succès. Le temps a travaillé longuement en sa faveur; deux mille ans d'efforts conjugués pour la révision linguistique et dix siècles d'activité littéraire dans la langue vivante, tels sont les facteurs véritables qui ont rendu possible un aussi définitif succès. Le bon sens de notre peuple a pendant vingt siècles, inconsciemment, mais régulièrement et incessamment préparé ce jour. La révolution littéraire des cinq dernières années n'est que le point culminant de vingt siècles d'évolution historique. Tous les processus inconscients d'évolution naturelle sont nécessairement très lents. Une fois conscients et exprimés, le contrôle et l'expérimentation intelligente deviennent possibles. L'œuvre des siècles peut être détruite en quelques années et un succès facile accueille ses défenseurs qui, en réalité, pour employer une phrase classique, « ont le mérite de ce qui appartient proprement à la nature ».

CHAPITRE V

Le Congrès de l'Éducation nationale de 1929. Exposé de son projet de réforme. Sa mise en application dès 1930. Son esprit.

I. — Le projet de 1929. (Kuo Min Tang).

- 1° Analyse du projet de 1929.
- 2° L'éducation obligatoire, les étapes nécessaires.
- 3° L'éducation complémentaire des adultes.
- 4° La formation des maîtres pour tous les degrés de l'enseignement.
- 5° Le projet de réforme de l'enseignement élémentaire.
- 6° Le projet de réforme de l'enseignement secondaire.
- 7° Le projet de réforme de l'enseignement supérieur.
- 8° Le projet de réforme de l'éducation sociale.
- 9° Le projet de réforme concernant l'éducation de la population chinoise séjournant à l'étranger.

10° Le projet de réforme de l'éducation des populations de la Mongolie et du Thibet.

11 Le budget de l'éducation.

II. — *Les préoccupations politiques, économiques et pédagogiques du système de 1930.*

1° Le rôle de Sun-Yat-Sen. Le « triple demisme ».

2° L'influence de Dewey.

3° L'esprit politique du système de 1930.

4° Les principes économiques du système de 1930.

5° Les principes pédagogiques du système de 1930.

Le trait saillant des dernières réformes de 1929 est d'avoir un caractère social et même politique très prononcé, puisque le nom de Sun Yat Sen, le « Père de la République » y revient souvent officiellement cité dans les programmes et que l'éducation sociale et politique y occupe une grande place ainsi que dans le budget.

Le Ministère Kouo Min Tang de Nankin, se préoccupe de la formation politique d'une génération nouvelle destinée à soutenir le nouvel ordre politique (comme le fait le parti communiste en U.R.S.S. ou le parti fasciste en Italie).

On remarque aussi une tendance à la centralisation du contrôle (esprit d'unification nationale). L'Etat crée des instituts centraux (Ecole centrale normale) et se préoccupe en outre des provinces : Mongolie, Thibet.

Le Congrès de 1929.

Un fait significatif, l'éducation figure dans le programme d'un parti politique le Kouo Min Tang (1). Depuis que ce parti est au pouvoir cette éducation inspirée des doctrines de Sun Yat Sen est en faveur.

En 1929, le Ministre de l'Instruction Publique organisa un congrès de l'éducation nationale à Nankin, lequel rédigea un grand projet de réformes à réaliser dans l'éducation au cours *des vingt prochaines années* (2). Maintenant, nous allons traduire et résumer fidèlement ce projet dont on commença la réalisation en 1930.

1° Analyse du projet de 1929.

1° Rendre avant tout l'éducation obligatoire; plusieurs étapes sont nécessaires pour la répandre dans le peuple.

2° Organiser l'éducation complémentaire de l'adulte; elle n'est plus sous le régime de l'éducation obligatoire mais doit être développée d'urgence.

3° Organiser des centres d'enseignement pour préparer des maîtres pour tous les degrés de l'enseignement.

4° Projet de réforme de l'instruction élémentaire.

5° Projet de réforme de l'instruction secondaire.

(1) Voir l'art. 13 des programmes politiques du Kouo Min Tang dans l'ouvrage complet de Sun Yat Sen (Librairie Pacifique Changhai, 1925). Répandre rigoureusement l'éducation obligatoire, développer l'éducation basée sur les enfants, modifier le système pédagogique, augmenter le budget de l'éducation, garantir son indépendance ».

(2) Voir « Rapport sur l'Education » en 1930, édité par le Ministère de l'Instruction Publique à Nankin, son article « La Réforme de l'Education ».

6° Projet de réforme de l'instruction supérieure.

7° Projet de réforme de l'éducation sociale.

8° Projet de réforme de l'éducation des populations chinoises à l'étranger.

9° Projet de réforme de l'instruction dans la Mongolie et le Thibet.

10° Le budget de ce programme.

Dans ce programme, notons plusieurs points nouveaux : Article 4. — instituts centraux pour préparation des maîtres. Article 8. — Projet de contrôle des étudiants chinois à l'étranger. Article 9. — Contrôle par l'Etat de l'instruction dans les provinces éloignées (Mongolie et Thibet) Fondation d'un Institut d'enseignement obligatoire.

Il y a encore deux points très importants dans le compte rendu de ce congrès (3).

a) Les articles prévoient plusieurs étapes dans l'exécution de ce programme.

b) La réalisation de la doctrine de Sun Yat Sen.

Le premier point est une adaptation aux besoins immédiats du présent. Il faut avant tout développer l'instruction donnée dans les lycées et les universités afin de développer la civilisation chinoise.

Le deuxième point c'est la réalisation de la doctrine de Sun Yat Sen.

(3) Rapport sur l'Education en 1930, édité par le Ministère de l'Instruction publique, art. La réforme de l'éducation.

Dans chaque degré de l'éducation il faut encourager l'enseignement expérimental des sciences, pour permettre le perfectionnement de tous les métiers et des produits du pays.

Il faut développer l'éducation sociale et politique des jeunes gens appelés à être des citoyens actifs et éclairés.

Il faut réaliser l'indépendance du peuple chinois et tâcher de développer cet esprit d'indépendance.

Ils est absolument défendu à un étranger de fonder une école primaire.

Quant aux autres points du projet, il fixe encore une fois les principes inclus dans la réforme de 1929 (école active, pédagogie expérimentale et organisation administrative). Notons encore l'élément du sentiment national (il est défendu aux étrangers de fonder des écoles primaires, voir article 6 du projet).

2° L'ÉDUCATION OBLIGATOIRE. — LES ÉTAPES NÉCESSAIRES.

Tous les enfants doivent recevoir une éducation obligatoire de quatre ans. Pour les enfants pauvres de la campagne et de la ville, on peut diminuer la durée de cette période suivant les conditions locales, créer un enseignement supplémentaire (équivalent aux cours pour adultes français) et favoriser l'auto-éducation en prêtant à l'enfant des livres sous le contrôle de ses parents.

Durée de la réalisation de l'éducation obligatoire :

Il faut créer des instituts dans le pays entier pour préparer les instituteurs dans les cinq années à venir. En même temps, il faut créer dans les cantons, 1500 écoles où l'éducation sera rendue obligatoire afin d'expérimenter la nouvelle réforme, d'en voir les inconvénients et les avantages, et y apporter si possible des nouvelles améliorations. Ainsi, dans vingt ans seulement, la nation entière connaîtra l'instruction obligatoire de quatre ans.

Mais comment arrivera-t-on à donner dans nos écoles un enseignement obligatoire de quatre ans aux enfants de la nation entière?

D'après les statistiques pédagogiques, on compte environ 10 enfants sur 100 personnes capables de recevoir cette éducation.

Sur 443.000.000 d'habitants, nous avons approximativement 44.300.000 enfants. Dans ce nombre entrent, il est vrai, les enfants qui fréquentent déjà l'école. De plus, la population s'accroît et certainement, dans vingt ans, 44.000.000 d'enfants devront profiter de l'éducation obligatoire.

En second lieu, comment peut-on préparer un nombre suffisant d'instituteurs pour parer à cette difficulté? Si un instituteur peut être chargé de l'enseignement de 40 enfants, c'est au chiffre important de 1.000.000 d'instituteurs qu'il faut arriver. Tous les cinq ans, $\frac{1}{5}$ des

instituteurs sont mis à la retraite, ce qui fait à la fin des vingt ans un total de 400.000.

Dès lors se pose la question suivante : Comment peut-on préparer en vingt ans, ces 1.400.000 instituteurs?

En troisième lieu surgit la nécessité d'organiser des écoles avec un matériel d'enseignement et de jeux convenable.

Si une salle peut contenir 40 enfants, il faudra donc en créer 1.000.000 et acheter beaucoup de matériel.

En dernier lieu il faut prévoir de nouvelles dépenses au budget de l'Instruction Publique, et dans quelles proportions?

Si un enfant coûte 7 yen (monnaie chinoise qui vaut actuellement 6 francs environ), à l'école par an, il faut accroître ce budget de 280.000.000 de yens. Autant de questions qu'il faut résoudre avant de rendre l'instruction obligatoire dans la nation entière.

Voici maintenant les solutions apportées à ces problèmes :

1° Pour rendre l'instruction obligatoire, il faut 1 million 400.000 instituteurs, 15 %, soit environ 200.000 instituteurs préparés dans les écoles normales urbaines travailleront à la ville; 85 % seront préparés dans les écoles normales rurales et serviront à la campagne. La grande différence du nombre d'instituteurs provient de la grande population des campagnes comparativement à celle des villes.

2° Les professeurs des écoles normales urbaines seront préparés sous la responsabilité de l'université ou du collège.

3° Les professeurs des écoles normales rurales sous la responsabilité des instituts qui existent au nombre de un par province.

4° Les professeurs des instituts de province seront eux-mêmes préparés sous la responsabilité d'un institut national d'éducation obligatoire.

5° Chaque canton doit établir une école normale, ce qui fait pour tout le pays 150.000 écoles normales à créer dans les cinq années à venir, et ceci afin de préparer les nombreux instituteurs que nécessite la nouvelle réforme.

6° Les professeurs de l'école normale seront préparés sous la responsabilité d'un institut national d'éducation obligatoire.

7° Un institut d'éducation obligatoire doit être créé aussitôt, divisé en deux sections, l'une visant les écoles urbaines, l'autre les écoles rurales. Grâce aux étudiants que formera cet institut, l'éducation obligatoire connaîtra l'unité de méthode dans le pays entier. (Voir paragraphe 4).

8° Dans les cinq années prochaines, les institutions obligatoires doivent être créées dans toutes les provinces; au début des six années prochaines, les écoles urbaines et rurales ne prépareront plus chaque année que 90.000 instituteurs. De cette façon l'éducation peut être

rendue obligatoire dans toute la nation sans qu'on ait à craindre une pénurie de personnel.

9° En ce qui concerne les bâtiments scolaires (paragraphe 5), on peut aménager à cet effet un certain nombre de temples, étant donné qu'il en existe beaucoup en Chine. Pour le reste, on achètera et organisera des maisons privées, en accordant une rétribution assez importante aux propriétaires. Le gouvernement local veillera à la création de ces maisons, afin qu'elles soient confortables et veillera également à l'achat du matériel scolaire, afin qu'il corresponde à celui des autres écoles obligatoires.

NOTE I. — AUTO-ÉDUCATION. — Les enfants pauvres pourront étudier seuls chez eux; l'école publique leur fera subir un examen et s'ils le passent avec succès, ils seront dispensés de l'éducation obligatoire.

L'augmentation du budget que nécessite ces nouvelles écoles est couverte par le gouvernement central et le gouvernement local (4).

3° L'ÉDUCATION COMPLÉMENTAIRE DES ADULTES :

Organiser l'instruction supplémentaire des adultes qui ne sont plus sous le régime de l'instruction obligatoire et la développer d'urgence.

(4) Cf, Chapitre de l'Éducation obligatoire dans le texte officiel du Ministère de l'Instruction Publique en 1930.

Cet article parle des adultes auxquels manque l'instruction obligatoire et auxquels on veut donner une instruction correspondant à celle-ci. Cette éducation complémentaire n'existe pas encore en Chine. Elle peut s'orienter suivant deux directions : l'une visant la connaissance, l'autre l'apprentissage d'une certaine profession.

Voici les principes de cet article :

a) Il faut dépenser peu d'argent et ne pas exiger beaucoup d'heures de travail des adultes qui travaillent pour gagner leur vie et ne peuvent consacrer que peu de temps à leurs études (par exemple les ouvriers).

b) Sauf en cas d'empêchement, cette instruction sera réalisée d'abord dans les agglomérations, puis chez les habitants disséminés; d'abord dans les endroits riches, puis dans les pauvres.

c) L'éducation supplémentaire va de l'âge de douze ans à l'âge de cinquante ans.

d) Cette instruction supplémentaire s'adresse non seulement aux illettrés, mais aussi à ceux qui connaissent déjà leur langue maternelle et ont besoin de se perfectionner.

e) Il faut toujours surveiller strictement l'exécution de cette instruction supplémentaire.

f) Il faut tâcher de la développer après son établissement.

Une double question se pose :

1° Comment peut-on assurer l'instruction supplémentaire de nombreux adultes et comment fournir aux sourds et aux muets une instruction spéciale?

2° Cette instruction nécessite de nombreux instituteurs. Comment peut-on les préparer?

Elle nécessite, d'autre part la création de nombreuses écoles et de beaucoup de matériel. Comment peut-on construire celles-ci et acheter celui-là?

Au point de vue des locaux d'enseignement on peut au besoin grouper les adultes dans une salle d'école, ou bien les réunir dans des lieux publics tels que cafés, magasins, jardins, parcs, etc...

L'école normale, l'école, le lycée ont à charge de fournir des instituteurs pour cet enseignement.

Le Ministre de l'Instruction Publique doit créer un institut ou seront instruites les personnes chargées de diriger cette éducation supplémentaire dans toutes les provinces.

Quant aux frais nécessaires pour ces cours d'adultes (voir paragraphe 6), le gouvernement central se charge des 45 %, c'est-à-dire de 25.464.348 yens par an; le gouvernement local se charge des 55 %, c'est-à-dire de 31.246.000 yens par an.

En ce qui concerne la matière d'enseignement, le Ministre de l'Instruction Publique doit faire écrire d'urgence *un livre contenant mille caractères usuels* (paragraphe 9) en étudiant une heure chaque jour on peut le terminer en quatre mois.

Pour exécuter ce programme, le Ministre désigne un agent spécial, puis chaque ville et chaque district organisent un Comité chargé de veiller sur l'exécution de l'instruction supplémentaire.

Un arrêté du Ministère de l'Instruction Publique, daté de 1930, précise qu'à la fin de l'année en cours, le livre contenant 1.000 caractères usuels devra être achevé; en 1931, la capitale et les grandes villes devront contraindre leurs habitants à les étudier; en 1932, il en sera de même pour chaque province, chaque ville; en 1933, pour les premier et le second degré de canton; en 1934, le troisième degré de canton, de cette façon, en 1935, toute la nation aura acquis ce minimum d'instruction.

4 LA FORMATION DES MAÎTRES POUR TOUS LES DEGRÉS DE L'ENSEIGNEMENT.

Ils doivent être convenablement préparés physiquement et moralement par la pédagogie scientifique, afin de devenir de bons maîtres, sains, sages et moraux.

Dans cinq ans, tout le personnel d'enseignement, pour tous les degrés, devra être préparé.

Degrés des écoles normales.

Pour le personnel de l'école primaire : L'école normale rurale admet trois sortes d'enseignement : les uns diplômés du premier degré du lycée font un stage de deux ans et servent ensuite dans les écoles primaires

comme instituteurs adjoints. Pendant les vacances d'été, ils doivent fréquenter les écoles normales rurales. Ainsi dans trois ans ils obtiennent un certificat d'instituteur.

Les autres, diplômés d'un degré supérieur de l'enseignement font un stage de trois ans et peuvent ensuite servir dans les écoles primaires comme instituteurs titulaires. Mais ils doivent fréquenter l'école normale rurale aussi pendant les vacances, pour y étudier encore et y recevoir le certificat d'instituteur central.

Les autres, enfin, qui ont déjà servi dans les écoles primaires comme diplômés du premier degré du lycée, peuvent y faire un stage de trois ans en fournissant un certificat d'instituteur d'école primaire. D'autre part, l'école normale rurale s'annexe le « Kindergarten » et le diplôme de celui-ci est donné par l'école normale.

L'école normale et les cours normaux du lycée supérieur admettent l'élève diplômé du premier degré du lycée pour un stage de trois ans, après lequel ils lui donnent un certificat d'instituteur. D'autre part, ces écoles doivent s'annexer des cours normaux du « Kindergarten ». Le diplôme nécessaire pour y enseigner doit être équivalent à celui d'un lycée supérieur.

Préparation des maîtres pour les écoles normales rurales : Le collège normal de la campagne admet pour deux ans l'étudiant diplômé d'un lycée supérieur, ou de l'école normale, ou du cours normal du lycée supérieur, ou de l'école normale rurale. Après ce stage, ils peuvent

être instituteurs à l'école primaire centrale, « agrégés » à l'école normale. Pendant les vacances, ils doivent rentrer à l'école normale pour enseigner, et cela, pendant trois ans. Après quoi, ils obtiennent le diplôme de professeur d'école normale.

2^e degré : Préparation des maîtres d'enseignement secondaire. Le collège normal admet les élèves diplômés du lycée supérieur et, après deux ans, ils obtiennent le diplôme de professeur de lycée élémentaire.

Préparation des professeurs pour enseigner dans des collèges normaux de deuxième degré. — L'université normale admet les étudiants ayant fait deux années d'études à l'Université ou à l'Université normale et ceux qui sont diplômés d'un collège normal ou d'un collège normal rural. Un an d'études tient lieu de stage à l'école normale rurale. Après deux ans, on leur donne un diplôme de licence ou un diplôme de professeur d'un collège rural.

L'Université normale ou Faculté de pédagogie, l'Institut pédagogique de l'Université annexé à l'Université, admet les élèves diplômés d'un lycée supérieur pour quatre ans, après lesquels elle leur donne un diplôme de licence ou un diplôme de professeur de lycée supérieur (titre d'enseignement supérieur).

3^e degré : *Organe spécial, poste universitaire. Formation de professeurs pour Facultés de pédagogie* : L'institut national d'éducation obligatoire admet les étudiants

diplômés de l'Université, de l'Université normale ou de l'Institut normal pour un an d'études; après quoi il leur donne un diplôme de professeur d'institut normal.

La « post grand school » (analogue au « Collège de France »), admet des étudiants diplômés de l'Université qui veulent devenir professeurs à l'Université. Il n'existe pas de limite d'âge.

Tous les établissements normaux organisent suivant les nécessités, des écoles spéciales : de physique, langue nationale, agriculture, industrie, commerce, art, etc... Suivant les circonstances, la durée d'études pourra être abrégée et réduite à un an.

Répartition des établissements d'enseignement préparant des pédagogues pour les trois degrés :

1° Une école normale est créée dans chaque canton; il a été décidé que toute la nation aurait à établir provisoirement 1.500 écoles normales, ceci en une période de deux ans, entre la troisième et la cinquième année à venir. Ces écoles sont donc toutes déjà créées actuellement.

2° Une école normale et un cours normal du lycée sont établis par province. Un seul « Kindergarten » leur est annexé.

3° Un institut normal rural est créé par province; le collège normal rural lui est annexé.

4° Une université normale et un institut pédagogique d'université sont créés par le gouvernement cen-

tral; mais suivant les circonstances et les nécessités on pourra permettre d'en créer un par province.

5° Deux instituts d'éducation obligatoire sont fondés par le gouvernement central, l'un en ville, l'autre à la campagne.

Programme de trois degrés de l'enseignement pédagogique.

En 1930, le Ministre de l'Instruction Publique promulgua un arrêté sur les matières d'enseignement de tous les degrés préparatoires de professeurs. Les matières d'enseignement sont devenues plus pratiques et la pédagogie fut transformée complètement sous l'influence de la doctrine de Dewey, mêlée à la triple doctrine révolutionnaire de Sun Yat Sen. Cette époque marque la réforme de l'éducation chinoise.

Objets d'études : Méthode d'enseignement, administration de l'école, instruction, etc... Ces différents objets sont tour à tour étudiés par le futur pédagogue.

Au second degré on fait un stage et enfin au troisième degré on s'occupe du matériel scolaire et de l'administration de l'école.

Tous les élèves des écoles normales étant boursiers de l'Etat, ils sont tenus après la fin de leurs études de servir l'Etat autant d'années qu'ont duré leurs études. S'ils sont malades il faut le faire constater par un méde-

cin; s'ils changent de profession une amende leur est infligée par le gouvernement pour cette démission.

Pour perfectionner la connaissance des instituteurs, l'Université nationale, l'Institut provincial, les collèges de toutes les villes doivent créer pendant les vacances des cours pédagogiques de perfectionnement pour ces instituteurs.

Chaque province doit créer une société de pédagogie ouverte à tous ceux qui font des recherches sur les principes et les méthodes de la pédagogie. D'autre part, pour perfectionner la culture générale des éducateurs, il faut créer de nombreuses bibliothèques qui pourraient envoyer les livres demandés.

5° L'ENSEIGNEMENT ÉLÉMENTAIRE : ÉCOLES MATERNELLES ET PRIMAIRES :

Cet enseignement comprend le « Kindergarten » ou école maternelle et l'école primaire. Il s'adresse donc au peuple tout entier. Les organisateurs devront faire très attention aux populations rurales généralement très pauvres afin d'y assurer l'exécution de ce projet. Les frais de construction des bâtiments scolaires devront être en rapport avec les possibilités locales afin d'éviter toutes dépenses exagérées, dépenses difficiles, pour ne pas dire impossibles à surmonter pour le pays.

Conditions locales : Par suite de la grande superficie de notre pays, les conditions dans chaque province sont

très différentes, aussi les règles de ce projet sont-elles très simples en ce qui concerne son exécution. Il ne saurait être question d'enfreindre les décrets du Ministre de l'Instruction Publique, il faut simplement les adapter aux conditions locales. On devra inciter toutes les provinces à adopter le plan de réforme et à employer les méthodes scientifiques pour obtenir des progrès plus rapides.

L'enseignement élémentaire nécessite l'éducation obligatoire.

Ecole modèle centrale pour chaque province : En dehors des écoles primaires et des « Kindergarten » il faut fonder une école centrale pour laquelle les gouvernements provincial et central accordent des subventions. Le « Kindergarten » doit être construit à une distance inférieure à deux kilomètres du village, pour que les enfants puissent s'y rendre facilement. Il est interdit à un étranger de fonder une école primaire ou un « Kindergarten ».

Contrôle par l'Etat, examens. — Des inspecteurs nommés par le Ministre sont chargés de surveiller l'école dans chaque province. Le conseil académique contrôle les instituteurs et transmet leurs rapports au Ministre qui statue.

Un instituteur non diplômé ne sortant pas d'une école normale est examiné par un fonctionnaire académique. En premier lieu, lui est délivré, s'il est jugé apte,

un certificat d'une année pour servir dans une école primaire ou un « Kindergarten » ; s'il donne toute satisfaction, on lui accorde un certificat de trois ans qu'on peut lui renouveler trois fois ; ensuite on peut lui donner un certificat valable pour dix ans et enfin valable pour toute sa vie.

Celui qui après obtention du premier certificat cesse de donner satisfaction est mis en disponibilité par l'inspecteur. Chaque instituteur fait un stage en demandant un certificat pour une année. Si au bout de cette période, on note chez lui des progrès appréciables, on lui décerne un certificat pour sa vie durant. Le poste d'instituteur est protégé par les lois (l'instituteur est fonctionnaire de l'Etat).

Appointments, pensions — Le montant des appointements doit atteindre de trois à six fois le gain strictement nécessaire à la vie, par exemple six fois le montant des frais de nourriture et de logement.

D'autre part, l'Etat se charge de payer des retraites aux instituteurs dépassant cinquante-cinq ans, indemnités de maladie, pension à la famille en cas de mort pour la patrie, allocations pour les enfants. Ces rétributions sont accordées par l'administration provinciale et doivent être autorisées par l'autorité centrale représentée par le Ministre de l'Instruction Publique.

Voyages, etc... — De même, des institutions, telles que les voyages d'études, les visites d'établissements péda-

gogiques, organisation de bibliothèques ambulantes, sont réglées par le bureau académique provincial, mais avec approbation du Ministre.

Construction et aménagement des locaux scolaires. — Le Ministre de l'Instruction Publique doit envisager les conditions locales avant de tracer un plan de construction du bâtiment, il faut notamment bien distinguer l'école urbaine et l'école rurale, mais toutes deux doivent remplir certaines conditions de confort et d'hygiène. Le bureau académique de la province examine ces plans de construction, les projets d'aménagement et en même temps veille à ce que le matériel (les tables de travail surtout), soit bien adapté à l'enfant, à son âge, sa taille, ses exigences et besoins physiques.

La durée de l'enseignement. — En temps ordinaire, la durée de l'enseignement élémentaire est de six ans, celle du « Kindergarten » de deux ans. Mais pendant la période transitoire nécessaire à l'exécution de la réforme de l'éducation obligatoire, cette durée est provisoirement limitée à quatre ans. Après exécution complète de la nouvelle institution, on reviendra au régime de six ans, appliqué à toute la nation.

La discipline. — La discipline a pour but de régler en classe l'activité spontanée de l'enfant, conformément d'une part, aux conditions nécessaires de l'éducation et, d'autre part, au plan politique du Kouo Min Tang. Les

principes généraux de cette discipline scolaire ont été établis par le Ministre de l'Instruction Publique. Il est nécessaire pour créer et obtenir l'unité nationale, que cette discipline soit la même dans tout le pays. On invitera les instituteurs de toute la nation à fournir un rapport sur ce sujet et sur les méthodes de discipline, afin de pouvoir confronter une foule de documents et en tirer une conclusion générale. Une statistique publiant les résultats sera dressée en tenant compte des niveaux scolaires et des conditions locales.

Idee politique. — Ainsi, la jeunesse sera véritablement élevée suivant les nouveaux principes d'éducation et conformément à la doctrine de Sun Yat Sen.

Le programme d'une fois expérimenté, le Ministre de l'Instruction publique doit en adopter les résultats, régler définitivement les programmes d'enseignement et en même temps appliquer ces programmes dans les livres à l'usage des élèves, des maîtres, afin que le travail scolaire soit fructueux.

Il doit répandre des livres modèles, les faire imprimer en grand nombre et exiger qu'ils soient utilisés.

Rôles des académies provinciales : Le conseil de chaque académie provinciale ayant pour tâche d'adapter l'enseignement aux conditions locales, doit, après autorisation du Ministre, organiser un comité d'enseignement chargé de composer des ouvrages en rapport avec les besoins et les aspirations régionales.

L'école primaire attache une très grande importance à l'enseignement de l'histoire et de la géographie, car ce sont les matières capitales et des plus importantes pour la vie quotidienne et la vie nationale.

Méthodes modernes : Les méthodes de l'enseignement de même que son but, doivent s'attacher aux choses concrètes et changer, évoluer avec les différents degrés scolaires.

Il faut ensuite étudier le moyen de grouper selon le but propre à l'enseignement de chaque degré toutes les matières d'enseignement. Les adapter, en les répartissant en groupes aux intérêts des élèves, variables suivant l'âge, donc suivant le degré scolaire. Ceci est très important. On devra aussi éviter en enseignant aux jeunes enfants des mots abstraits et les remplacer ou du moins les expliquer par des exemples pris dans les éléments concrets que désignent ces mots; c'est de cette façon qu'on devra opérer pour des mots tels que « capital, usage, etc... ».

Examens de fin d'année : A la fin de chaque année et de chaque degré, il est institué un examen et délivré un diplôme qui assure que l'élève possède le minimum de connaissances requises pour passer dans la classe suivante. On devra tenir compte dans cet examen des conditions et des exigences locales.

Gratuité : L'école primaire et maternelle sont entièrement gratuites; toutefois, on peut demander aux pa-

rents des élèves de verser des cotisations pour l'entretien de la bibliothèque scolaire, du matériel et même pour les heures d'enseignement supplémentaire.

Manuels locaux approuvés par le Ministère : Chaque province peut composer un livre d'enseignement, adopté aux conditions locales, mais avant de l'adopter, il faut le soumettre à l'approbation du Ministre de l'Instruction Publique. Chaque école normale a le droit de corriger chaque année les livres d'enseignement. Si une commune fait rédiger un livre pédagogique portant sur un sujet d'intérêt local, elle doit le soumettre au conseil académique de la province pour le faire examiner et apprécier. Il faut qu'un livre d'enseignement soit suivi d'autres, adaptés aux degrés scolaires supérieurs.

Tests. Pédagogie expérimentale : Le Ministre de l'Instruction Publique doit établir une échelle de tests pour évaluer l'état mental de l'enfant et ses aptitudes intellectuelles. Il faut que toute la nation étudie les aptitudes de l'enfant d'après ce procédé. Il incombe au Ministre de l'Instruction Publique d'établir un organisme chargé de créer une littérature enfantine, d'adopter les textes connus à tous les âges, de composer des poésies enfantines et une musique adéquate.

Pendant la période d'établissement de l'instruction obligatoire, il faut faire attention aux habitants vivant à l'écart des agglomérations et aux nomades tels que les

habitants des bois, des bords de la mer, des gardiens de phare, etc...

6° L'ÉDUCATION SECONDAIRE. — PRINCIPES DE SUN YAT SEN : LES PROJETS PÉDAGOGIQUES DE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE ET LEUR MODE D'EXÉCUTION.

Selon la doctrine de Sun Yat Sen, il faut former les caractères des enfants de manière à les rendre fidèles, pieux, optimistes. En second lieu, il faut développer chez l'enfant, l'énergie qui lui sera nécessaire plus tard dans la vie active. On doit donc former le caractère populaire, ce qui rentre dans le cadre des problèmes pédagogiques de Sun Yat Sen. La discipline prépare l'enfant à sa profession future en développant en lui l'énergie, par le travail manuel et par des connaissances théoriques. Ceci est très important pour un peuple qui n'a pas encore développé ses possibilités.

Ecoles secondaires et professionnelles : L'éducation générale et l'éducation professionnelle doivent aller de pair et doivent également s'adapter aux conditions économiques locales.

Programmes en accord avec les programmes de l'enseignement ^{primaire} secondaire (école unique) : Les lycées doivent adapter leurs programmes aux connaissances des diplômes de l'enseignement primaire. De même, l'université doit prolonger le lycée en s'adaptant aussi par-

faitement que possible au niveau des diplômes de l'enseignement secondaire.

Le Ministre de l'Instruction Publique doit constituer un Comité d'inspection qui établira un programme de cours pour tous les degrés de l'enseignement.

Inspection et coordination : Toutes les écoles doivent désigner des maîtres chargés de visiter d'autres écoles afin de coordonner et d'unifier l'enseignement.

Chaque administration locale doit organiser un Comité chargé d'examiner et d'unifier l'enseignement des différentes matières.

Il faut traduire les livres étrangers pouvant éclairer cette question.

Pour résoudre ce problème, faire appel à tous les maîtres et cela sous forme de questionnaires, qui permettent des réponses faciles, rapides et précises.

Les lycées :

a) Le lycée élémentaire est fondé par une province, une ville ou une commune.

b) Le lycée supérieur est fondé, soit par une province, soit par une grande ville dont le budget scolaire dépasse un million de yens.

Tous les lycées supérieurs ont environ 500 diplômés dans chacune des promotions (tous les trois ans).

Le lycée élémentaire ou l'école professionnelle sont fondés par la ville ou la commune qui a pour les dé-

penses scolaires un budget pouvant aller jusqu'à 30.000 yens.

Pour établir un nouveau lycée ou une nouvelle école professionnelle, il faut qu'il n'existe pas dans la région d'établissement similaire à moins d'une demie journée de parcours.

Nécessités d'enseigner les sciences expérimentales. —

Programmes. — Mêmes principes qu'à l'école primaire. — Etablissement d'un projet pour la réglementation de cet enseignement suivant les degrés scolaires.

Le lycée élémentaire doit surtout s'occuper de biologie et de chimie. Le lycée supérieur de botanique, zoologie, chimie et physique.

Le détail des méthodes d'enseignement doit être fixé par un comité d'enseignement des sciences naturelles, chargé de rechercher, d'examiner les différentes solutions possibles et de choisir les appareils d'expérience. Ces appareils sont fabriqués et fournis par l'Etat lui-même.

Réglementation des examens :

1° Régler le nombre de petits examens dans chaque semestre et trouver le moyen d'exécuter cette règle;

2° Il faut dans ces examens, tenir compte de la difficulté des questions posées par le maître, de la valeur

des réponses et aussi du cahier d'exercices de l'élève pendant toute l'année.

3° Régler la forme et la méthode de l'examen trimestriel.

4° Le règlement des examens doit être exécuté strictement.

5° Il faut organiser le plus grand nombre possible de concours scolaires.

6° Il faut organiser des concours entre les classes d'une même école pour apprécier la valeur intellectuelle relative de chacune d'entre elles et exciter l'émulation entre élèves.

Amélioration des lycées privés :

Contrôle du Ministère : La création des lycées privés doit être autorisée par le Ministre de l'Instruction Publique. Les inspecteurs doivent visiter souvent ces lycées. Si un lycée ne veut pas améliorer ses méthodes d'enseignement, sa discipline ou son administration scolaire, le Ministre de l'Instruction Publique en ordonne la fermeture.

7° L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR :

L'enseignement supérieur comporte les différents collèges, les universités et les institutions spéciales post-universitaires de même que les organisations et grou-

pements d'étudiants qui doivent faire des voyages à l'étranger.

On appelle collèges chacune des différentes facultés, dont la réunion (administrée par un recteur) forme une université ou bien une faculté indépendante n'appartenant pas à une Université.

Durée des études : Ce projet de réforme se divise en trois époques : la première comprend les six années prochaines, pendant laquelle on cherche à réformer la qualité (et non la quantité) de l'enseignement. Ensuite, pendant la seconde période qui durera sept années, on désignera les étudiants et les professeurs les plus qualifiés pour les envoyer à l'étranger afin d'étudier les connaissances techniques qui pourront être utiles à la nation. Ainsi sera préparée la troisième période qui devra instituer en quatre ans beaucoup de collèges et d'universités.

Plan d'organisation. — Edifices. — Aménagement.

Les bâtiments des universités devront comprendre non seulement les salles d'études, des chambres à coucher pour maîtres et élèves, mais aussi des bibliothèques, des laboratoires, des salles de gymnastique, des amphithéâtres, etc., etc... De plus, les facultés techniques devront comprendre des bâtiments annexes, tels que les hôpitaux dans les facultés de médecine, des centres d'agriculture, des cours de langue dans les facultés de

commerce, des tribunaux de pratique dans les facultés de Droit, des écoles expérimentales dans les facultés de pédagogie, musée de peinture de sculpture et d'histoire dans les Facultés des Lettres, Observatoires, Jardins zoologiques et botaniques dans les Facultés des Sciences. C'est sur cette organisation que doit porter l'effort de toutes les Universités de la Chine.

Amélioration du matériel d'enseignement : le matériel de l'Université doit être créé en même temps que les bâtiments que nous venons d'énumérer. Le Ministre de l'Instruction Publique doit fixer le modèle de ce matériel, modèle qui devra être adopté par toutes les Universités. Dans le budget de l'Université, l'achat et l'entretien de ce matériel doivent absorber de 30 à 40 % des dépenses. Si les dépenses dépassent ce taux, il faudra adresser une demande spéciale au Ministre des Finances, indiquer le montant des dépenses et les suppléments nécessaires.

L'Université. Les Facultés.

Une Université se compose de trois Facultés au moins et chaque Faculté se subdivise en trois sections (loi de mars 1913). Par exemple, une Faculté des Lettres a une section de lettres, une section de philosophie et une section d'histoire. Toutefois, il existe une exception pour les Facultés de Médecine et de Droit.

Toutes les Facultés doivent établir distinctement le nombre de cours principaux et de cours facultatifs. Des cours spéciaux en rapport souvent avec les besoins locaux peuvent être institués sur approbation du Ministre. Dans chaque Faculté et dans chaque branche de Faculté, on doit indiquer quels sont les cours obligatoires et quels sont les cours facultatifs.

Si l'Université, doit pour étudier telle ou telle matière spéciale, faire appel à un savant étranger, elle peut le faire, après approbation du Ministre de l'Instruction Publique.

Les cours facultatifs doivent être organisés par le doyen ou un professeur, afin qu'ils soient bien distincts des cours principaux.

Le corps enseignant : Le Gouvernement doit augmenter le traitement des professeurs pour qu'ils puissent se livrer à leurs recherches ou découvertes scientifiques. Il faut leur donner des récompenses pour les stimuler.

Les professeurs doivent avoir des heures de réception pour recevoir en particulier les étudiants, les conseiller et les diriger dans leurs études.

Le budget de l'Université : Les traitements des professeurs doivent constituer 55 à 65 % du budget et ne doivent jamais être inférieurs à 45 %. Les appointements des fonctionnaires tels que les secrétaires, ne doivent pas excéder 10 %.

L'entretien du matériel peut varier entre 30 à 40 %.

Les frais d'achats, papier, etc., peuvent absorber de 5 à 10 %.

Enfin les dépenses spéciales, telles que la décoration des murs, etc., ne peuvent non plus excéder 5 %.

LES UNIVERSITÉS PRIVÉES

Contrôle de l'Etat : Ces Universités doivent obtenir l'autorisation du Ministre pour être créées. Si les résultats de l'enseignement sont mauvais, le Ministre ordonnera la clôture. Si au contraire, les résultats sont satisfaisants il devra leur donner des subsides et des récompenses.

Il existe des moyens spéciaux favorables au développement des Universités, ce sont les moyens suivants :

Cours du soir et par correspondance : Des cours du soir et des cours par correspondance seront créés. Une organisation sera créée pour les diriger dans leurs études ceux qui suivront ces cours, étant dans l'impossibilité d'assister aux cours de l'Université. Des livres et des revues seront mis à leur disposition.

Vulgarisation des cours publics : Il est enfin des questions qui doivent être connues de tous. Elles seront traitées dans des conférences et des expériences publiques, et s'attacheront à des problèmes tels que la science expérimentale la construction d'un système, l'économie

domestique, etc... S'il s'agit d'une question importante, on fera appel à l'expérience et au bon sens collectif en permettant au public de prendre part à la discussion.

Des cours d'été sont organisés pour permettre aux professeurs des lycées, des écoles primaires, aux diplômés des lycées supérieurs de se perfectionner.

Nomination. Concours gouvernementaux : L'étudiant qui obtient de bons résultats dans ses études a un droit de priorité pour devenir fonctionnaire. Le ministre de l'Instruction Publique doit décider quel est le nombre de savants spécialisés dans les différentes branches de l'activité nationale, nécessaire au pays, et voir combien il faudra en créer chaque année. Si ces savants faisaient défaut dans une branche, il faudrait favoriser les études de futurs savants dans ce domaine. S'il y avait au contraire un excès de spécialistes, il faudrait s'arrêter d'en créer. On doit également prévoir des indemnités à accorder aux étudiants, qui par leurs études ont pour objet de rendre des services à la Société et au Gouvernement.

Stages d'étudiants dans les pays étrangers. — Contrôle des études. — Bourses. — Conservation du sentiment national. — Le Gouvernement doit désigner à l'étudiant qu'il envoie à l'étranger, les cours qu'il aura à suivre : histoire naturelle, sciences appliquées, et ceci en vue d'assurer le nécessaire de la science en Chine. L'étudiant doit indiquer s'il se prépare ou non au professorat à l'Université. Les bourses doivent être accordées

aux étudiants qui font des recherches scientifiques. On devra choisir les étudiants connaissant très bien les conditions de leur pays, qui possèdent des connaissances spéciales et qui ont beaucoup d'expérience, par suite d'un service assumé dans un organisme quelconque de l'Etat. D'autre part, en envoyant un étudiant à l'étranger, on lui désigne une question spéciale qu'il aura à étudier : minéralogie, électrochimie, etc., etc.

Etudes post-universitaires : « Ta Hio Yuan », Nankin et Pékin.

Le Ministre peut créer les grands établissements scientifiques répondant aux conditions suivantes :

1° Le budget de chaque année s'élève au maximum à un million de yens. Le matériel de l'enseignement doit être aussi complet et aussi perfectionné que possible; le professeur doit justifier d'une spécialité certaine dans une branche quelconque de la science; pour suivre les cours, l'étudiant doit être inscrit à l'Université; toutes les Universités ont établi trois chaires spéciales de professeurs chargés de poursuivre des études approfondies: c'est cet organisme qu'on peut nommer le grand établissement scientifique. Il existe deux de ces Ecoles de Hautes Etudes, à Nankin et à Peiping ayant 14 Instituts d'enseignement spécial, dont la réunion forme l'*Académie Sinica*.

L'étudiant diplômé par l'Université, peut entrer dans une « Ta Hio Yuan »; la durée des études est fixée à

trois ans. On peut alors subir les épreuves de l'examen en vue de Doctorat d'Etat. Si un agrégé veut entrer dans une de ces Ecoles des Hautes Etudes, le gouvernement lui accorde une bourse afin de l'encourager dans ses recherches; le Ministre de l'Instruction Publique doit grâce à des économies réalisées par lui et des donations, instituer une fonction dont le titulaire serait chargé d'accorder des récompenses aux auteurs des recherches.

8° LE PROJET DE LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION SOCIALE
(DÉPENDANTE DE L'ENSEIGNEMENT).

Ce projet cadre parfaitement avec le but de l'enseignement, et rentre dans la troisième partie du plan d'exécution. L'éducation sociale a pour but d'instruire le peuple et lui faire comprendre la vie moderne, tout en pénétrant la signification de la vie rurale, elle lui indique le moyen d'améliorer son économie familiale, elle lui fait connaître ses fonctions de citoyen et lui fait prendre part aux événements de la municipalité tels que l'administration d'une forêt ou d'un jardin public, etc... Elle lui montre d'autre part le devoir de l'entraide en cas de sinistres. Voici le principe de ce projet :

- a) L'organisation de l'administration doit être simple.
- b) Les efforts de tous les agents d'éducation doivent être centralisés.
- c) Le programme d'exécution doit d'abord être expérimenté, puis développé.

d) Une instruction est dans ce sens nécessaire aux fonctionnaires chargés de l'exécution.

e) Il faut ouvrir un chapitre important du budget pour couvrir les frais de cette éducation sociale.

f) Le gouvernement doit diriger, développer l'éducation sociale.

2° *Organisation administrative :*

En dehors du Ministre de l'Instruction Publique, le bureau pédagogique de la province avait institué un comité pour l'organisation de l'éducation sociale. Chaque ville et chaque commune doivent établir un organisme analogue faisant partie du bureau pédagogique local en tenant compte naturellement des conditions qui le permettent ou l'entravent. Chaque gouvernement doit faire appel à un expert pour créer un comité chargé d'établir un projet d'éducation sociale et de faire des recherches à ce projet.

3° *Les recherches* doivent aussi bien se rapporter aux moyens généraux chargés d'assurer la « self éducation » du peuple; à l'aide d'un musée pédagogique, de bibliothèques municipales, de musée d'histoire naturelle, de salons d'art, de halls publics de gymnastique, etc., qu'à l'étude de la vie sociale : prévoyance sociale, administration pénale, souvenir. Mais le musée pédagogique doit être au centre de tous les organismes.

4° *Pour ces études et recherches*, une période d'expérimentation est accordée avant que le Ministère ne reconnaisse officiellement la nouvelle organisation. On soumet à l'approbation du Ministère, les résultats en lui indiquant les noms de ceux qui, ayant achevé leurs études veulent servir dans une branche de l'enseignement. Ce n'est qu'ensuite qu'on pourra développer le premier essai.

5° *Cadres des travailleurs sociaux*. Les élèves qui veulent servir dans l'œuvre d'éducation sociale peuvent rentrer dans deux groupes différents : en premier lieu, dans celui des agents d'exécution, en second lieu dans celui des agents d'expérimentation et de recherches; ceux-ci doivent entreprendre des études plus profondes que ceux-là. En outre, ils doivent être en communication avec tous les organismes normaux de concentration des expériences d'éducation sociale.

6° *Le budget d'éducation sociale* : Le gouvernement avait déjà réglé le budget d'éducation sociale qui doit absorber environ 20 % de l'éducation entière. Dans une province riche on peut monter ce taux de 20 à 30 %.

7° *Moyen d'établissement et de développement de l'éducation sociale* : Le Ministre de l'Instruction Publique qui établit tous les agents principaux chargés de l'éducation sociale, doit, en distinguant le nécessaire et le moins nécessaire, diviser cinq époques s'étendant au total sur 20 années, pour l'établissement et le dévelop-

pement de cette éducation. Dans la première époque qui dure cinq ans, le gouvernement doit construire dans la capitale un grand théâtre populaire, le budget annuel comportant 100.000 yens pour cette construction; à ce théâtre doit s'annexer d'autre part, l'enseignement de la musique et de l'art; pour l'organisation de salles et de firmes de cinéma, le budget porte chaque année 150.000 et pour la T. S. F. 20.000. Toutes les provinces et toutes les villes doivent, pour développer cette éducation, adopter le moyen préconisé par le gouvernement central.

Dans la deuxième époque qui va de la cinquième à la huitième année, après l'application du projet, le gouvernement doit aménager dans la capitale un grand hall de gymnastique pour le peuple; le Ministre de l'Instruction Publique, d'autre part, doit en vue de l'amélioration physique de la race, organiser l'établissement de locaux dans toutes les provinces et veiller à leur exécution. Dans ce projet d'établissement de l'éducation physique, chaque gouvernement local doit adopter la méthode du gouvernement central.

Dans la troisième époque qui s'étend de la neuvième à la douzième année, le gouvernement central doit créer dans la capitale une bibliothèque populaire et il est prévu à cet effet, au budget, une somme annuelle de 1.000.000 yens. Dans chaque province, on doit organiser, améliorer ou développer les bibliothèques des campagnes.

Dans la quatrième époque, c'est-à-dire de la treizième à la seizième année, le gouvernement établira un musée populaire d'histoire naturelle dont le budget annuel peut s'élever à 100.000 yens; dans cette période seront organisés les musées provinciaux analogues au musée de la capitale et on devra s'attacher à leur assurer un développement maximum.

Enfin, dans la cinquième époque, le gouvernement doit créer dans la capitale, un grand musée artistique dont le budget annuel comporte une dépense de 100.000 yuans, de même toutes les provinces et toutes les grandes villes doivent établir des musées.

8° *L'établissement de l'éducation spéciale :*

Mieux doués, arriérés, anormaux : En premier lieu, chaque province doit organiser une école spéciale, par exemple, une école de sourds-muets, pour permettre l'expérimentation. Une maison de réclusion doit être établie par le bureau pédagogique de la province, d'accord avec le tribunal de la même province en vue d'une expérimentation analogue. Le Ministre de l'Instruction Publique doit organiser un Comité chargé d'apprécier l'état mental des criminels, de leur faire suivre des cours qui répandront parmi eux l'éducation sociale et d'assurer le développement et l'efficacité de cet enseignement.

9° *L'amélioration des mœurs :*

ART POPULAIRE. — *Régionalisme* : Ce projet comporte deux sortes de mesures; les unes négatives, les autres positives. Mesures négatives : les cinémas et les théâtres doivent soumettre leurs programmes à l'approbation de l'agent d'administration attaché à l'éducation; toutes les chansons anciennes ou les chansons locales ou campagnardes qui ne portent pas la marque de l'esprit moderne, pourront être tolérées. Mesures positives : il faut développer les distractions populaires et traditionnelles, telles que les fêtes au jour de l'an ou la fête locale et nationale, etc., conserver les jeux anciens, auxquels on pourra parfois ajouter les jeux européens et américains.

9° LE PROJET DE RÉFORME CONCERNANT L'ÉDUCATION DE POPULATIONS CHINOISES SÉJOURNANT A L'ÉTRANGER.

Qu'on ne s'étonne pas de ce projet spécial. La population chinoise étant la plus nombreuse de tout le globe, plus nombreuses sont les personnes qui ont séjourné à l'étranger pour y vivre ou pour y étudier. Si le gouvernement ne donne pas suite à ce projet, elles pourront facilement être trop influencées par la civilisation d'une autre nation. Aussi depuis 1923, une branche du Comité central d'exécution réunit un congrès pour résoudre ce problème; le projet appliqué actuellement est conforme à la solution apportée, moyennant quelques additions postérieures.

Lutte contre la dénationalisation : Le but de l'article :

Il faut en premier lieu, développer cette éducation conformément au but général de la République chinoise; en second lieu, il faut tenir compte des conditions des Chinois qui ont habité l'étranger en renforçant leur conscience de races, leur sentiment national, leur énergie d'auto-gouvernement (self government) tout en améliorant leur vie, en leur fournissant le savoir et les matières de production; et il faut tout d'abord assurer les besoins les plus pressants en ce qui les concerne, c'est-à-dire, développer au plus tôt leur éducation professionnelle, leur éducation générale et leur éducation sociale, sans oublier d'améliorer et de développer leur éducation supplémentaire.

L'organisation : Un comité dont le projet a été promulgué par le gouvernement central, doit être organisé conformément à cette loi par le Ministre de l'Instruction Publique. Ce comité et c'est là son caractère dominant, est comme un département du Ministère de l'Instruction Publique, qui doit faire correspondre cette éducation avec la doctrine de Sun Yat-sen.

Les consulats chinois de tous les pays étrangers doivent porter leur attention sur cette éducation.

En ce qui concerne le budget de cette éducation, le gouvernement doit prévoir chaque année 500.000 yuans et d'autre part, un total de 10.000.000 de yens serait souscrit pour la fondation de cette éducation afin de :

1° Préparer les maîtres.

2° Attribuer à leur retour en Chine, des bourses aux étudiants pauvres et intelligents pour leur permettre d'étudier.

3° Subvenir aux besoins de l'école qui n'a guère de revenus et qui obtient de bons résultats.

4° Développer l'administration de cette éducation.

Le projet : Ce projet doit envisager actuellement le nombre d'écoles, de maîtres et d'enfants qui ne fréquentent pas encore l'école. Son but est de répandre et de populariser l'éducation élémentaire, de même que l'enseignement secondaire supérieur des écoles professionnelles et des écoles normales.

Il doit développer l'éducation supplémentaire conformément aux besoins des jeunes gens. Il doit développer l'éducation sociale; celle-ci comporte les trois points suivants :

a) Connaissance de la langue maternelle.

b) Connaissance de la patrie.

c) Problème actuel de l'émancipation de la femme.

Il doit observer l'attitude du gouvernement du pays étranger en question à l'égard de cette éducation, la régler et la protéger.

Il doit observer l'organisation matérielle, le budget, les cours, la discipline de l'école où se réalise cette éducation en portant son attention sur ses tares pour les améliorer.

Il doit en se basant sur les besoins actuels de cette éducation, demander au gouvernement central de fixer et de répartir les sommes du budget prévues pour cette éducation. Lorsqu'il projette une entreprise semblable il doit demander l'opinion du consulat.

10° L'ÉDUCATION DES POPULATIONS DE LA MONGOLIE ET DU THIBET. — UNIFICATION.

L'éducation nationale doit présenter le maximum d'unité, toutefois une réalisation convenable doit se plier aux conditions locales. La langue, les mœurs, les habitudes, les communications, la vie économique de la Mongolie et du Thibet sont très différentes de celles de l'intérieur de la Chine, c'est pourquoi il faut veiller d'une façon toute particulière à leur éducation afin de les faire rentrer dans le cadre de l'éducation nationale unifiée.

Moyen de réalisation de cette éducation :

Organisation : En Mongolie et au Thibet il faut organiser un Comité d'administration pédagogique pour établir et régler le projet d'éducation locale. Ce Comité devait être institué en juillet 1930. Si un groupement privé se charge de construire une école ou sera donnée cette éducation, une récompense à son mérite lui sera accordée par le gouvernement.

L'éducation générale : Chaque division administrative (1) de la Mongolie et du Thibet, doit selon les conditions locales et le nombre d'enfants à instruire, établir un nombre suffisant d'écoles primaires. En 1931, on n'en créera qu'une dans chaque division administrative et petit à petit on devra les répandre à travers le pays. Chaque division doit dans les six années qui suivront créer une école normale, une école professionnelle et un lycée.

L'organisation : Le régime d'enseignement, les programmes des cours dans ces écoles devront être exécutés conformément aux lois qui régissent actuellement l'éducation chinoise. Au début de chaque semestre, toutes les universités chinoises devront recevoir des étudiants de la Mongolie et du Thibet, ces pays n'ayant pas encore d'universités propres. Dans les universités nationales, le Ministre de l'Instruction Publique établira des classes spéciales, chargées de recevoir en 1931 des étudiants de la Mongolie et du Thibet. A partir de la sixième année, des étudiants de ces pays seront envoyés chaque année à l'étranger pour y perfectionner leurs études dans les mêmes conditions que les étudiants chinois. Il faut éta-

(5) La Mongolie et le Thibet sont administrativement divisées en territoires appelés « Thi » en Mongolie, « Tchouen » dans le Thibet ; c'est la division propre à ces pays, aussi nous n'avons pu trouver une traduction plus adéquate que celle indiquée dans le texte.

blir un « collège » (1) commercial, industriel, agricole et un institut indépendant dans un lieu convenable de la Mongolie et du Thibet.

Selon l'esprit de la doctrine de Sun Yat Sen, et selon les exigences locales de la Mongolie et du Thibet, il sera permis d'imprimer des revues et des journaux en texte mongol et thibétain avec la traduction en chinois; il en sera fait de même pour les livres pédagogiques et pour les leçons des professeurs.

L'éducation sociale : Chaque région de la Mongolie et du Thibet doit s'efforcer d'apprendre et de répandre la langue chinoise et organiser un comité pour discuter les problèmes sociaux, établir une école populaire ouverte à tous, sans distinction de fortune, une bibliothèque municipale, une salle de lecture. Elle devra en outre corriger les chansons locales, créer un muséum d'histoire naturelle, un lieu public nécessaire à l'enseignement de la gymnastique, etc...

Les dépenses de l'école primaire sont à la charge du gouvernement local, celles de l'enseignement secondaire à la charge du gouvernement central et celles de l'enseignement supérieur ainsi que les bourses d'études à l'étranger sont également assurées par le gouvernement central.

(6) On se souvient que le « collège » chinois est l'équivalent de la Faculté française.

11° LE BUDGET DE L'ÉDUCATION :

Le montant du budget de l'éducation fait partie du budget global des finances. Toutefois le Congrès a décidé la création d'un budget spécial de l'éducation dont l'organisation est reportée à 20 ans (1).

(7) Nous ne transcrivons pas ici les dispositions de ce point particulier, un tel chapitre d'ordre purement financier et sans intérêt au point de vue pédagogique, ne nous paraissant pas rentrer dans les limites de notre thèse.

APPENDICE

Les idées politiques et pédagogiques du système de 1930. Idéologie de 1930. Sun Yat Sen : Nous venons de voir les grandes lignes de la réforme de l'enseignement en Chine mise en application à partir de 1930. Il nous faut maintenant indiquer ses origines idéologiques et préciser les préoccupations politiques et pédagogiques auxquelles elle correspond.

1° Le rôle de Sun Yat-sen. Sa doctrine : le triple Démisme.

Sun Yat-sen (1866-1925), le Restaurateur de la Chine nouvelle, le « Père de la Patrie », nommé en 1921 Président de la République du Sud, présentait au cours d'une réunion en juin de la même année son discours sur le « triple Démisme » synthèse de la pensée ancienne et moderne, tant chinoise qu'étrangère, adaptée aux besoins actuels, doctrine dont la vieille Chine attend avec la résurrection de son prestige et de la prospérité, la

restauration de sa dignité et de sa liberté dans le concert des nations.

Le Demisme, c'est la participation active du peuple à sa destinée, c'est la démocratie. Le démisme racique (ou nationalisme) aura pour objet de rendre aux innombrables frères de la patrie chinoise la conscience de leur unité et la fierté de leur passé. Par le « démisme politique » ou (démocratie), le nouvel état doit recevoir sa constitution et les institutions. Enfin, c'est au « démisme vital » (ou sociologie) qu'il appartiendra de rétablir le cours heureux de la vie économique et de la porter au niveau atteint par les puissances chrétiennes.

2° Le rôle de Dewey :

La pensée de Sun Yat-sen qui est à l'opposé des anciennes doctrines chinoises se rencontre avec celle de J. Dewey, dont nous avons exposé plus haut l'influence. Ainsi nous lisons dans une de ses cinq conférences publiées en chinois : « J'ai entendu dire que l'ancienne pensée chinoise a l'idée d'un savoir facile et d'une action difficile or, la doctrine expérimentale est tout à fait opposée, par elle on apprend à agir et à connaître; sans action pas de vérité possible; si on peut agir on peut inventer, systématiser; nous ne possédons pas la science réelle, nous sommes rongés par l'imagination. C'est ainsi qu'on peut dire sans action pas de savoir. Or, le véritable esprit démocratique suppose chez les chefs, le fait de l'action et le sens des responsabilités.

3° Les principes politiques du système de 1930.

Le système de 1930 vise à assurer l'égalité politique, comme l'égalité de tous devant l'instruction, celle-ci devant aider à obtenir celle-là. Donc, plus de distinction de classe sociale, de sexe, de race, de nationalité. La gratuité est accordée de l'école primaire à l'Université. Ces différences d'aptitudes intellectuelles seraient les seules inégalités inévitables; d'autre part, les étudiants seront préparés au rôle politique de l'avenir par l'état des sciences politiques, économiques et sociales.

4° Les préoccupations économiques du système de 1930.

L'augmentation de la productivité de l'individu devra être obtenue par le développement de la force physique. Les enfants seront par conséquent entraînés au travail manuel dont ils apprendront à connaître la sainteté et la valeur. De même la formation professionnelle occupera une place importante. Enfin les étudiants seront instruits du mécanisme de la production des richesses et de leur répartition.

5° Les conceptions pédagogiques du système de 1930.

Le peuple chinois ayant manqué jusqu'alors d'esprit de race souffre d'un grand retard. Il faut donc que la jeunesse chinoise se rende compte de la situation dan-

gereuse où se trouve la Chine et l'école la leur apprendra.

Le Chinois d'autre part est individualisé : Lao Tse et Boudhà ont marqué son tempérament de leur forte empreinte. Les philosophies négatives ne sauraient inculquer désormais la force nécessaire pour secouer les oppressions étrangères. Donc pour gouverner la Chine, il faut une organisation et par conséquent exclure cet individualisme. C'est pourquoi l'étudiant devra être imprégné de l'esprit de groupe, faire taire son égoïsme, développer en un mot le sens social. Le savoir dont il a l'obligation de se munir doit être acquis en vue d'action pour restaurer la patrie.

CONCLUSION

Dans ce qui précède nous avons essayé d'exposer et d'analyser aussi nettement que possible la série des transformations successives et compliquées du système d'enseignement chinois. De cet exposé impartial, il nous semble qu'il se dégage l'impression d'un grand et bel effort accompli par la Chine nouvelle. La période d'exécution du grand plan n'étant pas close, il est néanmoins difficile de juger équitablement des résultats, pensons-nous. Nous nous abstenons donc de toute critique ou appréciation.

Dans le rapport de la commission d'étude envoyée en Chine sur la demande du Gouvernement en 1931, (MM. Langevin Becker Tawney et Laski) les auteurs relèvent plusieurs lacunes de la réorganisation, puisque tel était l'objet de leur enquête, ~~soit~~ en rendr^{ant}e justice à la belle œuvre déjà réalisée.

Nous pensons comme eux qu'il ne faut jamais cesser de perfectionner un système et que l'enthousiasme national ne doit pas conduire les Chinois à se reposer sur les

lauriers acquis comme sur une situation définitive. Cependant la bonne impulsion est donnée et s'étant libérée des préjugés millénaires qui la gênaient, la culture chinoise et son principal instrument, l'enseignement, pourront désormais tranquillement travailler à la précision et au réglage de la belle machine à faire des hommes parfaits.

BIBLIOGRAPHIE

- KOUO PING WEN (Ancien recteur de l'Université de Nankin). Tchong kouo kiao Yu tche tou Yen ko che. (Histoire des systèmes successifs de l'éducation). — *Commercial Press, Changhaï* 1925.
- WANG FONG KAI (Professeur à l'école normale supérieure de Pékin). Tchong Kouo Kiao Yu che ta Kang (Introduction à l'histoire de l'éducation chinoise). *Commercial Press, Changhaï* 1928.
- LEAO CHE TCH'ENG (Ancien directeur du Lycée de Nankin). Tchongteng Kiao Yu (l'enseignement secondaire). *Commercial Press, 1924.*
- Ts'iuan Kouo kiao Yu Ki houa. (Le projet de l'éducation nationale en Chine). — *Ministère de l'Education publique, Pékin, 1919.*
- Kiao Yu Tsa tché. (Revue pédagogique). *Commercial Press, Changhaï.*
- Sin hio tché tchouan hao. (Numéro spécial, le nouveau système scolaire) 1922.
- Tchong kouo, kiao Yu t'ong ki kai lan. (Statistique relative de l'éducation chinoise). *Commercial Press Changhaï, 1923.*
- Je yong po ko ts'iuan chou. (Encyclopédie usuelle). *Commercial Press, 1927.*
- Kiangsi chou k'i hio Kiao Kiang Yen tsi. (Recueil de conférences de vacances d'été au Kiangsi). — *Académie provinciale du Kiangsi, 1929.*
- Kai Tsao Ts'iuan Kouo Kiao Yu Fang ngan. (Le projet de la réforme de l'éducation nationale en Chine). — *Ministère de l'Instruction Publique, Nankin, 1931.*

- Ts'iu'an Kouo Kiao Yu houei Yi pao Kao. (Rapport du Congrès scolaire pour toute la Chine). *Commercial Press*, 1931.
- LI KIN HOUei (un des spécialistes de la langue nationale chinoise) : Kouo Yu hio Kiang Yi. (Le cours de la langue nationale). — *Commercial Press*, 1920.
- FAN SIANG CHENG : Kouo Yiu Tsien chouo. (la phonétique élémentaire chinoise). — *Commercial Press*, 1920.
- Tchong houa Kiao Yu Kiai. (Le monde pédagogique de la Chine). — *Tchong houa Chou Kiu, Changhaï*, 1924.
- Kouo Yu Wen li tchouan hao. (Numéro spécial, le problème de la langue nationale).
- Kiao Yu tsa tché. (Revue pédagogique). — *Commercial Press*.
- Tchong tang Kiao Yu tchouan hao. (Numéro spécial, enseignement secondaire), 1926.
- Tche Ye Kiao Yu tchouan hao. (Numéro spécial, enseignement professionnel), 1929.
- Tch'eng yen siao hio Kiao Yu tchouan hao. (Numéro spécial, éducation expérimentale de l'école primaire. 1931, Tch'eng jen Kiao Yu tchouan hao. (Numéro spécial Education de l'homme), 1928.
- CHOU SIN TCHENG (Professeur de lycée de Nankin), 1929.
- TOU TSOVO KIU, (Professeur de l'Université de Wouchang. Organisation et réforme de l'éducation chinoise, Mars 1929.
- GALT H. S. — The development of chinese educational theory (en anglais). *Commercial Press, Changhaï*, 1930.
- Bulletin on chinese education 1923 (en anglais). *Commercial Press*.
- LANGEVIN P. — La réorganisation de l'enseignement public en Chine. — *Institut international de coopération intellectuelle, Société des Nations, Paris*, 1932.
- GRANET M. — Quelques particularités de la langue et de la pensée chinoise. — *Revue philosophique*, mars et avril 1920.
- MONLIN KIANG. — A Study in chinese principles of education (en anglais). — *Commercial Press*, 1925.
- TCHANG TCHETONG, K'iu'en hio P'ien exhortations à l'étude, édité par T'ong Wen Kouan, en 1895, et traduit par le Père Jérôme Tobar S. J. Changhaï, *imprimerie de la mission catholique, orphelinat de T'ou-sé-wé*, 1909.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

Les étapes principales de la Réforme.....	5
---	---

CHAPITRE I

Nouvel état d'esprit en Chine après la pénétration des idées occidentales en 1895. — Conscience de la nécessité de réformer le système d'enseignement archaïque. — Projets et décrets du Gouvernement Mandchou entre 1898-1910 (1903, 1907).....	11
--	----

CHAPITRE II

La révolution de 1911. — Réalisation de la réforme administrative. — Ministère de l'Instruction Publique. — Son activité. — L'enseignement primaire. — Démocratisation. — Les nouvelles tendances pédagogiques et leur évolution depuis 1900. — Réaction contre la prédominance des classiques dans les programmes et contre l'enseignement « passif » qui ne mettent en jeu que la mémoire. — Organisation de la vie des étudiants.....	21
--	----

CHAPITRE III

Les influences américaines. — La réforme de 1922 comme une conséquence de ces influences.....	53
--	----

CHAPITRE IV

L'unification de la langue. — Question de l'introduction d'un système phonétique d'écriture.....	69
---	----

CHAPITRE V

Le Congrès de l'Education Nationale en 1929. — Réforme du Kouo Min Tang.....	85
---	----

APPENDICE	131
-----------------	-----

CONCLUSION

La réforme de l'enseignement et la Commission de la S.D.N.	135
--	-----

BIBLIOGRAPHIE	137
---------------------	-----

Vu, le 31 Mai 1923.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris :*

H. DELACROIX.

• •

VU

et permis d'imprimer,

Le Recteur de l'Académie de Paris :

S. CHARLETY.

